

Les mouvements de résistance et le nombre des fusillés s'accroissaient rapidement. Un des employés de notre Société Fillatre fut arrêté parce qu'il avait prêté sa bicyclette à un de ses camarades communistes. Lui-même appartenait au Parti mais je ne crois pas que ce fut un militant actif. La Gestapo toutefois ne faisait pas le détail et considérait les communistes comme un vivier d'otages. Il fut fusillé dans les fossés du Mont Valérien. Sa femme avait été arrêtée aussi et fut durement battue.

A sa sortie de prison en septembre elle n'osa pas rentrer chez elle de peur de servir d'appât à la Gestapo ou d'être de nouveau emprisonnée. Elle avait gardé avec elle sa fille âgée de quelques mois. On me demanda si je ne pouvais pas lui trouver un logement pour le soir même. Je n'ai vu d'autre solution que de l'installer rue des Marronniers où je vivais seul alors et où il était peu vraisemblable qu'on vînt la chercher. Elle s'installa dans notre grande chambre et sortait peu. Au bout d'une quinzaine de jours elle trouva à se loger en province .

Nous sommes restés depuis en relation amicale avec elle; elle a travaillé un moment comme couturière pour Jeannette et nos deux filles. Tous les ans elle m'écrit au mois de septembre.

Je me suis un peu occupé d'un de ses fils qui posait des problèmes; il avait été sûrement déboussolé par la mort tragique de son père. Il reprit ensuite assez vite son équilibre. Toute cette famille est communiste pur sang.

Maurice Rolland menait lui aussi une vie clandestine, logeant successivement chez divers amis, notamment boulevard Exelmans chez les Mars où nous sommes allés le voir, Jeannette et moi, chez Sage à Saint-Arnoult et chez bien d'autres. J'ai aussi déjeuné avec lui et Jean Rist, dans un restaurant de la porte d'Auteuil.

Au début il passait parfois rue Richer voir ses parents. Un jour la Gestapo vint y faire une perquisition détaillée mais ne s'avisa qu'à la fin de l'existence dans la cuisine d'une porte de service par où Maurice aurait pu se sauver s'il avait été là. Bien entendu il ne revint plus.

Ses amis de la Résistance jugèrent à juste titre nécessaire de lui faire quitter la France. Sa claudication l'empêchait de passer inaperçu. Une première tentative échoua: il devait s'embarquer dans un sous-marin qui viendrait le chercher avec d'autres en un point de la côte de Provence. Alors que le petit groupe s'y rendait à la faveur de la nuit il fut repéré par un détachement allemand. Tous se dispersèrent. Dans sa fuite Maurice perdit son soulier orthopédique et n'en eut que plus de peine à marcher dans les champs. Il finit par arriver à Marseille en un triste état et fut pris en charge par Joujou Grandguillot qui le rééquipa. Il revint alors en région parisienne attendre un avion anglais.

Les Allemands avaient trouvé dans un champ le soulier perdu par Maurice et ils inquiétèrent bon nombre de boiteux en Provence en les interrogeant sur ce qu'ils faisaient la nuit de l'expédition manquée.

Maurice ne se méfiait pas assez du peu de discrétion de certains de ses amis. L'un d'entre eux qu'il appelait d'ailleurs le fou charmant parla à sa mère de son projet d'évasion maritime. Quand elle nous le dit nous fûmes consternés à la pensée de l'angoisse que cela devait lui donner mais elle termina sa phrase en disant: "Bien entendu je n'en ai rien cru; comment croire que ce petit (il avait 40 ans) aille dans un sous-marin".

.../...

Il séjourna en France d'octobre 1943 à février 1944; il y assurait le contact avec les divers mouvements de résistants. Puis il revint à Alger; il n'y avait plus de navette par sous-marin et les avions Lysander ne suffisaient plus à la besogne; il entreprit donc de passer à pied par les Pyrénées. Comme c'était la règle les Espagnols l'internèrent dans la prison de Miranda. Plus heureux que beaucoup il fut libéré au bout de quelques semaines grâce à l'intervention du gouvernement d'Alger.

Comme en Algérie il était alors impossible de trouver une tenue militaire française, il s'acheta un uniforme américain qui surprenait tout le monde. Son beau frère, fort xéniophobe, refusa de recevoir le colonel américain et le major anglais, Pierre Grandguillot, dont on lui annonçait la visite. Il fallut qu'Henry Ziegler se montre pour que le malentendu se dissipe.

Le général Koenig auprès duquel il est introduit par un de ses neveux et qui venait d'être nommé Commandant en chef des Forces Françaises le nomme chef de l'Etat-Major des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). A ce titre il a sous son autorité les trois services alliés qui ont organisé en France des réseaux de résistants : le BCRA français, le SOE britannique et le OSS américain, dirigés respectivement par les colonels Dewavrin, Buckmeister et Bedel-Smith. Il prend lui-même le nom de colonel Vernon.

Il dirigea en particulier les opérations de la Résistance bretonne quand les Américains eurent réussi leur percée à Avranches et celles du Vercors qu'il fit ravitailler par des avions volant de jour; il participa à l'un de ces raids.

Dès le mois de juin 1943 j'ai installé Jeannette et les enfants à Rémalard, petit village de l'Orne que nous avions découvert je ne sais plus comment. Ils y sont restés jusqu'au mois d'août et Jacqueline Piot y a séjourné avec eux une partie du temps. Je les rejoignais parfois le dimanche et j'ai même pris une semaine ou deux de vacances. Mes beaux parents vinrent aussi.

Le Perche était, comme la Normandie, une province bénie des Dieux où le ravitaillement était facile, le marché noir presque inconnu. J'y monnayais aisément les paquets de cigarettes que le Ravitaillement m'octroyait bien que je n'aie jamais été fumeur. Dans les fermes des environs où j'allais flanqué de mes quatre enfants pour me rendre plus intéressant les fermières étaient très contentes de recevoir mes cigarettes parce qu'elles en garnissaient les colis qu'elles envoyaient aux prisonniers de leur famille.

.../...

Le terrain prévu pour l'atterrissage de l'avion anglais se trouvait près de Péronne et était "géré" par un agriculteur de la région qui prenait ainsi beaucoup de risques. Il fut poursuivi comme collaborateur à la Libération et Maurice eut quelque peine à faire arrêter les poursuites. Les vengeances personnelles étaient malheureusement fréquentes alors mais il est possible que pour assurer ses arrières cet agriculteur ait eu de bonnes relations avec les militaires allemands de son voisinage.

Après plusieurs rendez-vous manqués Maurice put enfin s'envoler vers l'Angleterre en mars. Nous l'avons appris aussitôt par un message de la BBC. Quelques jours plus tard il y parla lui-même et entreprit de justifier la toute récente exécution à Alger de Pierre Pûcheu, ministre de Vichy qui était venu en Afrique du Nord muni d'un sauf-conduit du général Giraud. Je reste d'un avis contraire: quelles que fussent les fautes de Pûcheu il avait droit au moins à un procès régulier, tenant compte de l'engagement pris par l'un des deux chefs du gouvernement d'Alger d'alors.

A la fin de l'été, Jeannette et les enfants sont retournés à Moux dans le Morvan où le climat est plus tonique qu'en Normandie.

Le 15 septembre Courbevoie fut bombardé dans l'après-midi. Je m'y serais trouvé si je ne m'étais pas mis en retard; j'ai échappé vers la même époque à un bombardement de la gare de Saint-Quentin que je venais juste de quitter. Je me souviens aussi d'une nuit où mon train est resté arrêté pendant des heures près d'Amiens, un noeud de voies ferrées très attractif pour des bombardiers; je m'y suis senti un peu mélancolique.

Autre souvenir ferroviaire: dans une salle d'attente où je passais la nuit un milicien, probablement éméché, a vitupéré indéfiniment contre les résistants et exalté le rôle de la Milice. Un silence de mort régnait quand il s'interrompait.

En décembre j'ai assisté à l'une des premières représentations du Soulier de Satin par la Comédie Française. Je n'avais trouvé de place que tout en haut du théâtre. Le public dans l'ensemble très jeune était enthousiaste. C'est la représentation la plus émouvante à laquelle j'aie assisté. Jean-Louis Barrault, Marie Bell, Mary Marquet, Madeleine Renaud jouaient admirablement bien leurs rôles respectifs.

Le 31 décembre Courbevoie fut de nouveau bombardé et cette fois notre usine fut sérieusement endommagée. Les bombes firent deux brèches dans les murs du bâtiment et presque toutes les vitres furent brisées. Heureusement il n'y eut pas de victimes chez nous, mais au voisinage les dégâts étaient grands. Les petites maisons de banlieue construites en pierre meulière s'étaient effondrées dans leurs caves. Au niveau du sol il ne restait plus rien. Dans la rue j'ai vu des traces de sang.

Le personnel se mit au déblaiement avec beaucoup de dévouement. Il ne fut pas possible de donner tout de suite du travail à tous et les allocations de chômage étaient bien faibles: 14 francs par jour pour un célibataire, 27 pour un ménage avec enfants. Notre Société fournit un complément. Le travail reprit heureusement dans l'usine au bout de quinze jours.

.../...

A cette époque le bruit court dans Paris que les Allemands allaient en janvier tenter un débarquement en Angleterre. Je n'en crois rien, les combats acharnés en Russie rendent impossible qu'on y prélève des troupes.

A part moi j'espère un débarquement anglais au printemps.

Au cours d'un de mes séjours à Saint-Chamond on me raconta la mésaventure du chef de la banque de Boissieu, banque locale assez importante. Il avait créé pour les enfants de son personnel un camp de vacances et le service du ravitaillement avait, comme d'usage, alloué à cette oeuvre bienfaisante en sus des contingents normaux des aliments divers. Un jour vint où on s'aperçut que les neuf enfants ainsi assistés étaient les fils et les filles de Monsieur de Boissieu. Il fut mis en prison et en voulut à Antoine Pinay de n'être pas intervenu pour l'en faire sortir.

La suite m'a été racontée plus tard par Pinay. A la Libération de Boissieu l'accusa d'avoir publié pendant l'Occupation un tract hostile à de Gaulle. Il se rendit chez lui avec deux témoins, exigea l'aveu par écrit que c'était un mensonge et l'obtint.

1944 - 1er semestre

En janvier 1944 je reçois une lettre de Maman (expédiée de Casablanca le 2 octobre!) puis une seconde (vieille d'un mois seulement). Nous sommes soulagés de savoir nos Marocains en bonne santé. Achille a été mobilisé et son régiment campe dans le Rif. Le 25 janvier Jules Aubrun, président du Comité d'Organisation de la Sidérurgie, m'annonce que l'on me chargeait de prendre la présidence du Centre de Recherches que notre profession a décidé de créer et qui sera plus tard baptisé IRSID. Je serai secondé par Jean Rist qui a quitté sa société pour ne pas travailler pour les Allemands. Il passe les mois suivants à écrire un rapport exposant nos idées sur la tâche du futur organisme et sur les moyens dont il devra disposer. Dès qu'il l'aura achevé il rejoindra le maquis de la Loire où il trouvera la mort.

Fin janvier l'atelier des blindages de Saint-Chamond allait être remis en marche, quand des ouvriers firent sauter la machine à vapeur du laminoir. Il fallut plusieurs mois pour la réparer car on n'y mit aucun zèle.

A la fin de janvier Noël attrape la scarlatine et successivement toute la maisonnée, y compris notre domestique Simone, y passe à l'exception de Jean. Pour moi cela s'est limité à un sévère mal à la gorge car j'avais déjà eu la scarlatine à cinq ou six ans et je n'ai pas gardé la chambre.

A cette époque on faisait boire beaucoup de lait aux malades atteints de la scarlatine: il nous en fallait cinq litres par jour! J'ai obtenu les tickets nécessaires mais en contre-partie on m'a repris tous les autres tickets de mes cinq malades. Je faisais sensation chez le laitier car j'emportais deux grands brocs pleins de lait mais les assistants reconnaissaient qu'ils n'échangeraient pas leurs rations contre les nôtres.

Cette scarlatine fatigua beaucoup Jeannette, déjà épuisée par les longues queues qu'elle faisait pour assurer notre ravitaillement et par sa précédente coqueluche. Au vu des radiographies la doctoresse Abricossof estima qu'une lésion ancienne du poumon s'était probablement réveillée. Elle déconseilla de faire faire un pneumothorax, traitement alors à la mode, et prescrivit un repos de deux mois à la montagne. Elle-même était très malade et ne faisait plus de visites à domicile. C'est alors que nous avons décidé de recourir à Marcelle Lodet, d'abord pour les enfants puis pour nous.

Un mois plus tard nous avons consulté un grand spécialiste du poumon. Il prescrivit lui aussi un pneumothorax. Jeannette n'en voulait pas. Ladet hésitait à prendre position contre le spécialiste. Nous nous sommes adressés à un autre qui jugea que la lésion ancienne ne s'était peut-être pas réveillée et qu'il fallait surseoir à l'opération, le temps de confirmer que ce réveil n'avait pas eu lieu. Jeannette partit alors à Autrans dans le Vercors où Gillette Ziegler s'était installée à la suite du départ de son mari pour Londres. Elle y passa deux mois et grâce au bon air et à l'abondante nourriture et au repos elle revint en bien meilleure santé. Les radiographies qu'on prit alors montrèrent que la lésion n'avait pas progressé, qu'elle était guérie. Nous fûmes tous bien rassurés.

Il devenait de plus en plus évident que les Alliés allaient débarquer en France et qu'il valait mieux que les enfants se trouvent loin du théâtre présumé des opérations. Nous avons choisi Evaux-les-Bains dans la Creuse parce qu'on y trouvait de petits hôtels convenables et que les Rolland y avaient des amis. Le gouvernement de Vichy avait placé là en résidence surveillée quelques opposants de petite envergure et des gendarmes veillaient sur le bourg.

Ce choix n'était pas aussi heureux que nous l'imaginions car à la Libération le maquis de la Creuse se révéla être "un mauvais maquis" (comme on disait alors pudiquement) et commit bien des excès. Heureusement Evaux resta un peu en marge de ses opérations punitives.

Fin avril nous entreprîmes ce long voyage. A cause des destructions causées par les bombardements les trains ne partaient plus des grandes gares de Paris. Nous nous sommes embarqués de très bonne heure à la gare de Denfert-Rochereau après avoir passé la nuit chez les Guyot qui habitaient tout près. Nous avons changé de train déjà à Massy-Palaiseau et, par la Grande Ceinture, nous sommes arrivés à Juvisy. A Juvisy nous avons pris un train pour Vierzon et à Vierzon, après une longue attente, un train pour Bourges où nous sommes arrivés à la nuit. Les gares où nous nous arrêtions étaient évidemment des carrefours de lignes de chemin de fer et à ce titre des objectifs de choix pour les bombardiers alliés. Heureusement les sirènes qui annoncèrent les alertes ne furent suivies d'aucune attaque aérienne.

Par prudence, j'avais retenu des places dans un hôtel de Bourges qui se trouvait loin de la gare. L'idée était théoriquement bonne, mais cela nous obligea à faire une longue marche avec nos bagages tant à l'aller que le lendemain matin au retour. Notre caravane de sept personnes toutes, y compris Noël, chargées de plusieurs paquets a peiné au long de rues sans lumières qui n'en finissaient plus.

Le lendemain nous n'avons eu à changer de train qu'une fois, à Montluçon, et nous sommes enfin arrivés à Evaux; il faisait beau temps, l'hôtel était agréable. Nous étions bien soulagés. Les Rolland étaient déjà là et je suis reparti tout de suite pour Paris.

Je tiens à mentionner ici une anecdote à la gloire de la SNCF. Au cours du voyage Claude, à son grand désespoir, avait oublié sa poupée dans un train. Nous l'avions signalé à un chef de gare. Six mois plus tard environ, la SNCF nous la fit parvenir! Dans l'intervalle les opérations militaires avaient bouleversé la France et la poupée avait fait bien du chemin toute seule puisqu'elle avait échoué à Metz d'où on nous la renvoya saine et sauve.

Le printemps de 1944 fut marqué par une recrudescence de bombardements; les escadrilles alliées nous survolaient souvent; on voyait les occupants des avions abattus par la DCA sauter en parachute. Le seul bombardement de Paris qui ait fait beaucoup de victimes fut celui de la gare de la Chapelle. Il n'avait aucune utilité militaire car les voies de la Petite Ceinture n'étaient pas utilisées pour les transports de l'Armée. On peut en dire autant pour le pont du Pecq qui ne mène qu'à la gare de Saint-Germain, une impasse.

.../...

Heureusement Louis Armand, et d'autres aussi sans doute, parvinrent à convaincre l'Etat-Major des Alliés qu'il fallait renoncer au bombardement qui devait faire suite, celui de la gare des Batignolles. Il aurait été stratégiquement aussi inefficace et vraisemblablement plus meurtrier encore.

J'ai gardé le souvenir d'un jour où allant chercher des cerises à Orgeval en bicyclette j'ai été survolé par les avions anglais qui à cette époque mitraillaient les trains.

Enfin survint le 6 juin. Dès que j'ai appris le débarquement en Normandie j'ai téléphoné à Armand. Comme moi il était partagé entre la joie et la crainte. Nous savions que c'était une opération très risquée, qu'elle pouvait fort bien échouer, mais nous étions tous deux des optimistes.

Juste avant que la nouvelle ne me parvint, j'avais été appelé au téléphone par les filles d'Antoine Pinay qui venaient d'apprendre que leur frère avait disparu. Je l'avais fait embaucher à notre usine de Courbevoie au titre du STO (Service du Travail obligatoire). C'était un garçon instable qui avait déjà fait des fugues et ses soeurs pensaient à une récidive. Dès que j'eus connaissance du débarquement je les ai rappelées pour les rassurer: il me paraissait certain que leur frère avait "pris le maquis" comme tant d'autres jeunes gens l'ont fait ce jour-là. J'ai eu quelque peine à les convaincre mais elles en eurent confirmation assez vite.

Les premiers jours qui suivirent le débarquement furent angoissants. Le succès parut compromis par la lenteur de la progression des troupes alliées. Les Allemands s'adaptaient à l'évènement. Les véhicules militaires étaient camouflés par des feuillages souvent très bien disposés. Leurs autos étaient barbouillées de taches de peinture, les uniformes de certains régiments aussi.

Dès le début de juin 1944 Armand m'avait demandé de venir de temps en temps coucher rue des Marronniers; il évitait de passer la nuit chez lui, car il savait que sa participation à la Résistance était maintenant connue des Allemands. Il ne me dit rien de précis à ce sujet bien entendu et je n'ai appris que plus tard ce qui justifiait ses craintes.

A la fin d'avril le général Dejussieu, nommé depuis peu chef des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur), avait convoqué plusieurs de ses adjoints directs à une réunion qui devait se tenir le 4 mai 4 rue Lyautey. Ces adjoints étaient le colonel Raguét, directeur militaire de la NAP (noyautage des Administrations civiles) dont j'ai déjà parlé, Armand directeur technique de la NAP, Guerville, responsable pour la région Sud-Ouest de la SNCF, Arousseau, responsable pour la région Ouest. Chaban-Delmas, délégué militaire national du général de Gaulle était aussi invité.

La convocation parvint à Guerville par la poste. Il jugea que cette imprudence risquait de permettre aux Allemands d'en avoir connaissance et il décida de ne pas s'y rendre. Il en prévint Armand et Arousseau. Armand, qui avait une liaison hebdomadaire avec Chaban par un jeune cheminot, lui fit dire par cette voie qu'il préférerait ne pas aller à la réunion mais qu'il se rallierait à la décision de Chaban.

.../...

Celui-ci hésitait; l'agent de liaison - dont le moral paraissait si bas que Chaban l'incita à aller se reposer à la campagne - suggéra que Chaban et Armand s'abstiennent; il irait à la réunion pour excuser leur absence. C'est ce que Chaban décida.

Quand Dejussieu arriva rue Lyautey il ne trouva donc que le colonel Raguet, deux de ses adjoints, l'agent de liaison de Chaban, un autre cheminot de rang subalterne et deux agents de police résistants qui devaient faire le guet dans la rue.

La réunion avait à peine commencé qu'un détachement de la Gestapo arriva à grand bruit: les assistants se précipitèrent vers la cave; on les avait assurés qu'elle communiquait avec l'immeuble voisin mais ils constatèrent que l'ouverture était murée. Ils réussirent à détruire quelques documents avant d'être arrêtés mais le gros de leurs dossiers fut pris.

A ce moment survinrent des hommes de l'Abwehr. C'étaient eux probablement qui avaient monté le guet-apens. Ils reprochèrent violemment à leurs collègues et concurrents d'être intervenus trop tôt; ils comptaient écouter les débats de la réunion grâce à des micros qu'ils avaient posés.

Les huit prisonniers furent emmenés rue des Saussaies; le général Dejussieu y fut torturé, le colonel Raguet ne le fut pas. L'un des agents de la SNCF fut libéré mais ne tarda pas à être abattu par la Résistance qui avait acquis la conviction qu'il avait organisé le guet-apens; l'autre cheminot, l'agent de liaison de Chaban, qui était très probablement complice, fut déporté le 15 août en Allemagne ainsi que les six autres prisonniers. Seuls Dejussieu et Raguet en revinrent en 1945.

A quelques jours de là Chaban, convaincu que les Allemands sont maintenant très bien renseignés sur les dirigeants de la Résistance cheminote donne l'ordre à Louis Paris, responsable de la région Sud-Est, d'entrer en clandestinité et incite Armand à faire de même. Mais celui-ci jugea à juste titre qu'il rendrait plus de services aux Alliés en restant à son poste et il est certain que pendant les sept semaines de répit que lui laissa la Gestapo après l'arrestation de Dejussieu il fit plus que celui qui l'aurait remplacé. Il prit cette décision avec l'accord de sa femme. Ils avaient déjà mis leurs trois aînés à l'abri et n'avaient gardé avec eux que la petite Marie-France.

Le vendredi 23 juin à la fin de l'après-midi deux hommes se présentèrent au bureau d'Armand rue de Rome; il en était momentanément absent; les visiteurs déclarèrent ne pas pouvoir l'attendre et laissèrent le message suivant : "L'un de nous était emprisonné dans la même cellule que le colonel Raguet et il a une communication urgente à vous faire de sa part. Nous prendrons rendez-vous avec vous demain".

Chez moi ce soir-là nous discutons à perte de vue Armand et moi. S'agit-il d'agents de la Gestapo? Je dis que cela me paraît extrêmement probable et qu'il ne faut pas qu'il les reçoive (sa femme le lui avait déjà dit). Il reconnaît que c'est en effet vraisemblable mais ne se sent pas le droit de refuser un message de Raguet. Il accepte finalement de faire recevoir les deux hommes par un de ses adjoints. J'insiste pour qu'il ne se trouve pas rue de Rome à ce moment. Il se dit d'accord.

.../...

Le 24 juin je sors de bonne heure en lui laissant pour son petit déjeuner quelques maigres beignets. Vers dix heures du matin les hommes venus la veille lui téléphonèrent pour lui demander de les recevoir. Il leur répondit de venir dans une demi-heure. A ce moment même une alerte sonna et Armand leur dit: "Vous n'allez pas pouvoir arriver à temps puisque le métro ne roule plus". Ils répondirent: "Cela ne nous gêne pas, car nous sommes en banlieue et les trains circulent pendant les alertes". Cette réponse était venue si spontanément en apparence qu'Armand l'a prise pour vraie et s'attarda quelques temps dans son bureau au lieu d'en sortir aussitôt.

En réalité les deux hommes se trouvaient dans un café de la rue de Rome à trente mètres du bureau d'Armand. Ils arrivèrent donc en quelques minutes et furent reçus par Mademoiselle Patin, la secrétaire d'Armand, qui, méfiante, voulut les faire entrer dans un bureau voisin en prétendant que c'était celui d'Armand. Elle s'aperçut trop tard qu'il y avait sur la porte le nom de celui qui l'occupait et se décida alors à les faire entrer dans le bureau d'Armand. Il s'y trouvait encore et il eut tout juste le temps à l'annonce faite par Mademoiselle Patin de se débarrasser de son carnet d'adresses.

Les deux policiers (probablement français) l'emmenèrent à son domicile avenue de Villiers où se trouvait sa femme. Une perquisition sommaire leur fit découvrir seulement quelques tracts bénins de la Résistance qui servaient à envelopper des fruits.

Survint alors un adjoint d'Armand, René Pottier. Ayant assisté à l'arrestation, il avait aussitôt après téléphoné à Geneviève Armand; et celle-ci commença une phrase destinée à l'avertir de la présence des policiers mais l'un d'eux coupa si vite le téléphone que Pottier ne se douta de rien et arriva sans méfiance avenue de Villiers; il fut arrêté aussitôt. Un autre adjoint d'Armand, Dumas, beaucoup moins engagé dans la Résistance que Pottier tomba dans le même piège. L'un et l'autre furent emmenés avec Armand rue des Saussaies.

(Le lendemain les agents de la Gestapo revinrent avenue de Villiers pour s'emparer des bicyclettes; ils ne négligeaient pas les petits profits de leur métier).

Pottier et Dumas furent torturés mais Armand ne le fut pas. On entreprit d'abord de lui faire avouer qu'il était juif; il répondit qu'il avait certes une trentaine des cent signes plus ou moins spécifiques des juifs d'après la littérature antisémite mais qu'il n'en était pas moins un Savoyard de pure souche; ses ancêtres depuis trois générations au moins avaient toujours vécu en Savoie.

On lui montra ensuite un exemplaire signé par lui du Plan Vert qui donnait l'emplacement des voies ferrées à saboter dès le début du débarquement. Il comprit que son cas était des plus graves.

Ignorant encore tout cela j'avais essayé à plusieurs reprises de le joindre par téléphone à son bureau et à son domicile, mais personne ne répondait.

Dans la soirée Vaubourdolle m'a appelé. Il se doutait qu'Armand avait couché la veille chez moi car celui-ci lui avait demandé dans la matinée d'envoyer son chauffeur le prendre au coin de la rue des Marronniers. C'est ainsi que j'ai appris l'arrestation et j'ai passé des heures à l'imaginer sous la torture rue des Saussaies ou avenue Foch.

.../...

Le lendemain matin dimanche 24 juin j'ai couru Paris pour essayer d'avoir des nouvelles. J'ai vu ainsi Goursat, Dugas et Marrois, tous trois directeurs à la SNCF. Ils ne savaient rien encore mais chacun m'a fait son petit commentaire sur les imprudences d'Armand.

Je suis aussi allé prévenir des camarades que je supposais être mêlés aux activités de résistance d'Armand: Henri Lefort, directeur de la région Est, François Tessier du Cros, Jean Couture. Ils m'ont dit n'avoir aucune connexion de ce type avec Armand. C'était la seule réponse convenable dans ces circonstances. Couture m'a avoué par la suite qu'il s'était senti bien seul ce jour là car il était en liaison étroite avec Armand.

J'ai pris aussi contact avec Geneviève Armand. Par prudence nous nous donnions rendez-vous au Parc Monceau. Elle avait l'impression, à tort ou à raison, que des femmes la suivaient de loin quand elle sortait dans la rue. Elle tenait néanmoins à ne pas quitter son appartement où elle vivait seule avec sa fille France-Marie, âgée de trois ans, une jolie enfant toute blonde. Son ravitaillement était assuré largement par des agents de la SNCF: il arriva qu'elle me fit don d'un morceau de viande.

Je l'ai accompagnée chez Bichelonne, mon ancien, alors ministre de l'Industrie. Il nous reçut aussitôt. Visiblement il était en très mauvaise santé; son visage était tout bouffi; il traînait la jambe, ce qui était la conséquence de son accident d'auto à la Croix de Berny.

J'étais fort embarrassé sur la position à prendre au cas où il me demanderait si Armand était mêlé à la Résistance. J'étais bien résolu à le nier mais cela m'aurait été désagréable. Heureusement il a fait comme s'il croyait l'arrestation dûe à un motif futile. C'était assez souvent le cas en effet.

Il nous a affirmé, avec de grands éclats de son rire chevalin qui ne sonnait jamais naturel, que chaque jour il obtenait des Allemands la libération d'un prisonnier, qu'un fonctionnaire de la Gestapo allait venir le voir et que d'ailleurs "le Président (Pierre Laval) s'était lui-même saisi de la question". Nous sommes sortis, convaincus que cette démarche n'aurait aucun résultat mais qu'il fallait l'avoir faite.

Quelques jours plus tard, un dimanche, je suis revenu voir Bichelonne sans être accompagné cette fois de Geneviève Armand. On ne faisait pas queue dans son antichambre contrairement à l'usage qu'il avait établi quatre ans plus tôt au Ministère de l'Armement. Il fut très réservé. Son secrétaire que j'ai ensuite relancé souvent par téléphone dans l'espoir d'avoir quelque nouvelle finit par me dire que l'affaire était "très délicate", autrement dit qu'on ne pouvait s'en mêler.

Armand fut emprisonné à Fresnes où se coudoyaient dans un désordre inimaginable les trafiquants de marché noir, les détenus de droit commun et les résistants. Nous en avons d'abord douté car les premiers colis apportés à Fresnes par Geneviève Armand avaient été refusés par le poste de garde sous prétexte que son mari n'était pas présent. Mais après plusieurs tentatives un colis fut enfin accepté et on lui rendit l'étiquette, ce qui signifiait en principe que le prisonnier l'avait bien reçu. Mais pouvait-on s'y fier ?

.../...

En ces jours-là j'appris la triste histoire du maquis du Cantal. A notre mine de Leucamp nous avions embauché au titre du Service du Travail obligatoire (STO) plusieurs jeunes gens afin d'éviter qu'ils ne soient envoyés en Allemagne; entre autres Jean Ziegler, frère d'Henri, le fils d'un directeur de Marine René Crouigneau et son neveu. Ils prirent le maquis le 6 juin et rejoignirent le rassemblement des F.F.I. au mont Mouchet. Ils ne disposaient que d'un armement rudimentaire et harcelaient les détachements allemands envoyés à leur poursuite. Ils faisaient sauter les ponts, minaient les routes. Les deux Crouigneau au cours d'une de ces opérations furent tués. Jean Ziegler qui venait leur porter du ravitaillement vit la scène de loin et put se cacher.

1944 - Juillet Août

Dans les premiers jours de juillet Geneviève Armand m'apprend par téléphone qu'un homme tout juste sorti de Fresnes demande à la rencontrer avec un autre détenu qui se trouvait dans la même cellule que son mari. Il y avait une ressemblance assez peu rassurante entre cette entrée en matière et la manoeuvre qui avait abouti à l'arrestation d'Armand. Néanmoins j'ai estimé qu'il fallait prendre le risque. Ces deux hommes avaient donné leurs noms et leurs adresses et un policier appartenant à la Résistance interrogé par un juge d'instruction ami de Maurice avait déclaré qu'il n'y avait pas de contre-indication.

Geneviève Armand les reçut donc. Ils lui confirmèrent que son mari se trouvait à Fresnes. Les détails qu'ils donnèrent étaient plutôt rassurants; Armand n'avait pas été torturé et se portait bien.

Quelques jours après cette visite Renouard, précédemment secrétaire général de la SNCF, fit savoir à Geneviève Armand qu'"un personnage haut placé jouant un rôle actif dans la Résistance" était venu le voir pour lui annoncer que celle-ci avait versé un million pour obtenir de certains Allemands une intervention en faveur de son mari mais qu'il fallait en fournir un de plus et on demandait à la SNCF de le faire. Renouard en avait parlé au directeur général qui avait estimé ne pas en avoir le droit. Il avait alors sollicité l'aide d'un certain nombre de collègues d'Armand et avait ainsi réuni 500.000 francs. Il venait demander si la famille pouvait fournir le reste.

J'obtins de mon camarade Lefort, directeur de la région Est, l'assurance que Renouard donne toute garantie. Compte tenu du fait que les plus hauts dirigeants de la SNCF ont décidé de fournir une partie des fonds, je suis d'avis d'accepter; j'en parle à mon directeur général Léon Daum qui, pour éviter que la famille Armand n'ait à vendre des titres me remet la totalité des 500.000 francs manquants. Je reçois aussi le produit de la collecte faite à la SNCF. Trente personnes environ y ont contribué, ce qui nous fait craindre que le secret ne soit pas bien gardé (et de fait il y eut des fuites) mais nous n'avions pas le choix.

En contre-partie on me remet aussi deux bons du Trésor de 500.000 francs chacun émis par le gouvernement d'Alger mais signés par un comité de la Résistance intérieure sous le pseudonyme de Bossuet. Je m'empresse d'enfourer ces bons compromettants dans un épais dossier innocent que je place dans ma cave au milieu d'autres dossiers tout aussi innocents.

Dans le même temps Geneviève Armand reçoit la visite de Pierre Patin, jeune ingénieur des Ponts et Chaussées qu'Armand avait embauché et affecté au service Matériel et Traction de la région Ouest dont il allait devenir le chef. Il lui apprend qu'il était à l'origine de la négociation en cours.

Bien plus tard Patin me raconta comment il s'était par hasard lié avec un de ses voisins nommé William Harden: celui-ci avait un jour oublié ses clefs et Patin qui s'y connaissait en serrures lui ouvrit la porte. Depuis lors ils avaient fait amitié.

.../...

Cet Harden était un personnage fascinant de l'avis de ceux qui m'en ont parlé; il avait de nombreuses relations masculines et féminines. Sa mère était Hindoue et il en avait le type. C'est en 1981 seulement que j'ai appris de Roger Lebon qu'il était Anglais, agent de l'Intelligence Service, et qu'il avait été décoré de la Croix de Guerre à ce titre dès le 17 août 1945.

Pendant l'occupation il se fit passer pour Hindou et farouche ennemi de l'Angleterre. Il avait réussi à séduire plusieurs officiers supérieurs de la Wehrmacht, les conseillait pour leurs achats de tableaux et conservait certains de ces tableaux dans son appartement - apparemment parce que ses "amis" ne tenaient pas à révéler qu'ils étaient devenus assez riches pour se les payer.

Harden avait fait comprendre à Patin que tel ou tel de ces officiers étaient corruptibles. Dès 1942 Patin alla solliciter son aide quand Postel-Vinay fut arrêté, mais l'évasion miraculeuse de celui-ci avait rendu cette intervention sans objet. Peu après Harden fut arrêté par les Allemands mais ils le libérèrent au bout de deux mois.

Tout ceci nous l'ignorions complètement en 1944, Geneviève Armand et moi. Patin nous dit simplement qu'Harden avait obtenu d'un colonel allemand que, moyennant le versement de deux millions de francs en or, Armand serait mis en sécurité. Par la suite le colonel avait accepté d'après Harden de se contenter d'un million en billets.

Patin nous assure que Harden agit en philanthrope et qu'il convient que nous lui offrions un simple cadeau à titre amical mais surtout pas d'argent.

Tout ceci paraissait bien étrange. J'ai essayé d'avoir des renseignements sur Patin par Poncet, directeur du Service Matériel et Traction de la SNCF dont il dépendait. J'ai mis longtemps à joindre celui-ci; il couchait dans une pièce voisine de son bureau, revenait rarement chez lui et j'ai su par la suite que mes appels téléphoniques répétés à son domicile avaient beaucoup inquiété sa famille qui se demandait d'où ils venaient.

(A cette époque on croisait souvent des gens inquiets non sans raison: un jour à l'entrée du métro rue Taitbout où on ne vend pas de tickets j'ai demandé à un passant de m'en céder un. Il m'a regardé d'un air effaré; j'ai répété ma question, il m'a répondu visiblement soulagé: "Je croyais que vous me demandiez ma carte d'identité" et s'est éclipsé sans accepter que je le rembourse).

Réflexion faite nous avons donc décidé de faire confiance à Pierre Patin et nous voilà partis, Geneviève Armand et moi, vers le haut de Montmartre où logeait celui qui était pour nous un peintre hindou ami des Allemands, munis, moi du gros paquet de billets de banque, elle de deux livres d'art. Il nous introduit dans son salon où trône un portrait d'Hitler très ressemblant. J'ai appris par la suite que c'est Harden qui l'avait fait et, paraît-il, d'après nature: un de ses amis allemands l'aurait conduit dans un château de la banlieue parisienne où logeait le Führer et celui-ci aurait posé pour lui. Ce tableau a été donné plus tard par Roger Lebon au Musée de la Libération où on peut le voir.

Nous étions bien embarrassés pour donner la réplique sous l'oeil menaçant d'Hitler à notre hôte qui disait pis que pendre de la conduite des occupants. Nous parlions le moins possible mais il fallait pourtant murmurer quelques mots simulant l'acquiescement.

.../...

Venant enfin à l'objet de notre visite Harden nous assura qu'Armand serait envoyé en Allemagne dans un camp de la catégorie C, celle qui, nous dit-il, est réservée aux gens qui ne doivent pas être maltraités et que son dossier serait classé. Il nous dit aussi qu'il n'a pas entendu parler du million que la Résistance avait versé de son côté, ce qui nous étonne mais que nous ne commentons pas.

Nous nous retirons après avoir remercié notre hôte aussi chaleureusement que possible et lui avoir remis le million et les deux livres d'art.

En descendant de Montmartre nous sommes perplexes sur l'efficacité de notre démarche mais nous rions de la gaucherie de nos réponses aux propos anti-allemands de notre interlocuteur.

Cet épisode semble tiré d'un mauvais roman policier. Tout paraît incohérent et invraisemblable mais l'époque où nous vivons sort de l'ordinaire et la vie d'un homme est en cause. Il faut donc jouer le jeu.

Aussitôt après le débarquement en Normandie les communications entre Evaux et Paris furent coupées. Dans la Creuse les trains ne passaient plus. J'ai appris plus tard que dès le début de juin les maquisards avaient occupé Evaux. Les gendarmes qui gardaient les prisonniers politiques prirent le maquis avec ceux dont jusque là ils assuraient la garde. Un "préfet du maquis" avait pris en main la gestion de l'administration civile, réglait le ravitaillement qui était abondant, fixait les prix. La vie était à peu près normale; cependant en juin un milicien avait été fusillé. Le 14 juillet une troupe de F.F.I. très disciplinés rendit les honneurs militaires devant le monument aux morts.

L'hôtel où logeaient Jeannette et ses parents était très agréable. On y était plutôt trop nourri et il avait baissé le prix de la pension quand ma smalah fit mine de s'installer dans un hôtel meilleur marché.

J'ai appris tout cela par quelques lettres qui arrivaient quand même grâce à des voyageurs roulant auto ou bicyclette.

Quand en août Maurice fut révoqué son père en fut très affecté, ce qui est assez surprenant car il aurait dû se dire qu'à la Libération cette mesure serait rapportée.

A Paris le ravitaillement devint très insuffisant à partir de la mi-juillet. Les queues devant les boulangeries ne se formaient jusque là qu'en début de quinzaine au moment où les consommateurs venaient de recevoir leurs tickets et entendaient les utiliser tout de suite; à partir du 15 août ils ne furent distribués qu'un à un et il y eut queue tous les jours.

L'usine de Courbevoie avait entrepris depuis plusieurs semaines d'envoyer des camions en Beauvaisis et en Sologne pour acheter des légumes secs, de la viande et il devint évident qu'il était maintenant urgent d'abattre la demi-douzaine de vaches qui se trouvaient sur notre ferme et de faire venir la viande à Courbevoie; faute de quoi elle serait mangée par d'autres.

.../...

Une équipe partit donc accomplir cette mission; elle comprenait par bonheur un ouvrier qui précédemment avait été boucher.

Quand le camion revint il n'y avait plus sur la Loire qu'un seul pont intact; il était temps ! Des maquisards voulurent réquisitionner le véhicule et son contenu; on réussit à les convaincre de ne pas priver de ce ravitaillement les ouvriers de Courbevoie.

A l'usine on débita la viande en morceaux et notre boucher vint me dire en secret qu'une des bêtes était tuberculeuse. Sans hésiter longtemps j'ai décidé qu'il fallait ne pas en tenir compte: à cette époque on ne pouvait pas être trop regardant sur l'hygiène; l'essentiel était de se nourrir moins mal. Bien entendu on cacha le fait aux futurs consommateurs. Personne ne saura jamais si certains eurent à en souffrir. J'en doute.

Restait à décider comment répartir cette masse de viande entre les membres du personnel ? Avec le goût forcené des Français pour l'égalité l'opinion prévalait qu'il fallait hacher le tout, mélangeant ainsi les bons et les bas morceaux. Ceci me scandalisa et je choisis la méthode rationnelle que j'avais vu appliquer en Angleterre: l'égalité des prix et non l'égalité des poids. Autrement dit, celui qui consentait à prendre son lot dans une partie de la bête valant au kilog deux fois moins cher qu'une autre recevait un poids de viande double. Cette façon de faire fut acceptée sans difficulté par le personnel que pour plus de sûreté je m'étais gardé naturellement de consulter.

Dès avril le lait a souvent manqué pour les grands enfants. En août il n'y en avait plus que pour les bébés et il tournait souvent.

Le 20 juillet Hitler échappe à un attentat. A Paris les généraux de la Wehrmacht croyant qu'il a réussi mettent en prison les chefs de la Gestapo qui seront bientôt relâchés; les conspirateurs se suicident ou sont pendus. Ce craquement dans l'édifice du national-socialisme nous paraît à tous de bon augure.

Je crois bon de rapporter ici un entretien que j'ai eu quelques vingt plus tard à Dilling avec Hermann Abs, le banquier le plus influent de l'Allemagne à cette époque, grand ami d'Adenauer, et Joseph Rosenthal, un juif, chef de la section Sarre et Palatinat du Syndicat des ouvriers métallurgistes, tous deux vice-présidents du Conseil d'Administration de notre filiale. Nous passions la soirée ensemble et la conversation en vint à l'attentat du 20 juillet. J'ai dit comme une banalité qu'on devait regretter qu'il ait échoué car la guerre aurait duré dix mois de moins, dix mois pendant lesquels les pertes en hommes et les destructions avaient été effrayantes. A ma grande surprise ces deux hommes, si différents de formation et de convictions, me répondirent quasi simultanément que je me trompais complètement: si les hostilités s'étaient terminées aussitôt après l'attentat le peuple allemand aurait jugé que sa défaite était due à la trahison comme il le crut en 1918. C'est l'écrasement de toute résistance entre août 1944 et mai 1945 qui a apporté la preuve incontestable que l'Allemagne avait été vraiment vaincue. Je ne doute pas maintenant qu'ils avaient malheureusement raison.

Fin juillet mademoiselle Patin vient me voir, tout de noir habillée et me dit très émue: "Vous savez la nouvelle ?" Je m'attendais à apprendre l'exécution d'Armand et je fus soulagé quand elle m'annonça qu'il était condamné à mort. Pour la rassurer un peu je lui ai dit que ce n'était peut-être qu'une mesure d'intimidation et que tant qu'il y avait de la vie ... A la vérité les Allemands n'avaient pas besoin de procès en règle pour décider une exécution!

Au début d'août un autre prisonnier sorti de Fresnes vint voir Geneviève Armand. C'était un Breton qui affirmait appartenir à la Résistance, mais n'avoir été arrêté que parce qu'il n'avait pas respecté le couvre-feu un soir en Normandie. Il paraissait étrange qu'on l'ait expédié à Paris pour si peu. Il avait passé quelques heures dans la cellule d'Armand et les nouvelles qu'il en donna n'étaient pas trop mauvaises.

Geneviève Armand se décida vers ce moment à se replier à Sucy-en-Brie chez Madame Yves Rocard comme nous le lui avons suggéré, son mari et moi, mais elle revenait presque tous les jours à Paris.

Au début d'août on commença à voir circuler dans Paris des voitures allemandes de police où des soldats étaient assis sur les garde-boue avant. A partir du 15 août ils furent armés de fusils.

Le 12 août le métro fut fermé pour économiser l'électricité. Dans les immeubles privés elle était coupée sauf pendant une demi-heure vers dix heures du soir. En l'attendant on vivait une bonne demi-heure dans une obscurité totale faute de bougies.

Le 13 août je trouve chez moi le message suivant: "J'ai quitté votre ami L. Armand à Fresnes ce matin à 11 heures qui m'a fait jurer sur la tête de mes enfants de vous joindre le plus tôt possible. Je regrette votre absence, vous téléphonerai ce soir pour prendre un rendez-vous. A vous voir au plus tôt.

Recevez mes civilités respectueuses.

O. Michel

P.S.: nous partagions la même cellule. "

Décidément le scénario restait le même! Mon récit montre bien l'absence de toute logique dans le déroulement des événements d'alors; c'est dans ce climat que nous vivions.

Rien ne ressemblait plus aux propos des agents doubles de la Gestapo que ceux des véritables rescapés de Fresnes. Rien ne paraissait vraisemblable. Tout paraissait incohérent et contradictoire. Que penser de ces Français qui, à peine libérés, confiaient à des inconnus des secrets mortels et de ces Allemands qui enfermaient pêle-mêle des prévenus de tous genres dont certains étaient rapidement libérés, ce qui permettait aux familles des prisonniers d'être renseignées, sinon au jour le jour, du moins chaque semaine, sur ce qui se passait à Fresnes ?

.../...

Dans cette ambiance, il était inutile de chercher à raisonner avec logique. On s'apercevait bien vite qu'il fallait passer outre et faire des paris à partir de quelques bribes de raisonnements.

Au cours de cette soirée Michel me rappelle et nous nous rencontrons le lendemain avenue Sainte-Foy à Neuilly. Il me confirme qu'Armand était encore à Fresnes la veille. Son moral serait au plus bas. Il est très inquiet d'avoir été au dernier moment rayé de la liste des prisonniers devant partir pour l'Allemagne. Il s'attend à être fusillé et s'inquiète beaucoup à la pensée qu'après sa mort sa famille sera sans grandes ressources. Il s'attendrit en particulier sur l'avenir de sa petite France-Marie dont il dit qu'il avait tant espéré la voir vêtue de robes de soie.

Michel qui affirme appartenir à la Résistance n'aurait été arrêté que parce qu'il faisait du marché noir. Libéré il était parti à pied vers Paris et avait été recueilli sur la route par un automobiliste nommé Avisse, fonctionnaire au Ministère de la guerre. Celui-ci lui avait dit qu'il avait ses entrées à Fresnes et pouvait faire parvenir à Armand des messages et des colis.

Après avoir quitté Michel j'essaye de joindre Avisse à Fresnes par téléphone et je le manque de cinq minutes.

Le 15 août je ne puis rien faire pour Armand en ce jour chômé.

Je passe l'après-midi au bois de Boulogne où l'on voit passer des escadrilles de bombardiers. Je rencontre Avisse vers 16 heures. Il m'annonce le départ pour l'Allemagne de 1.800 prisonniers de Fresnes. Sur son conseil je téléphone au gardien-chef de la prison qui m'assure (à tort) qu'Armand n'y est plus.

Je passe rue de Rome pour annoncer cela à mademoiselle Paten. J'y trouve Geneviève Armand, sa fille, Michel qui péroré, d'autres personnes aussi. Nous nous sentons assez rassurés car le bruit court que les prisonniers de Fresnes rassemblés dans la gare de Pantin ont été placés sous la protection de la Croix Rouge. On assure que Pottier et Dumas ont été vus à Pantin et Madame Angot à qui je téléphone me dit que son mari fait aussi partie du convoi. Je l'en félicite en ajoutant que nous aimerions bien être sûrs qu'il en est de même pour Armand dont la présence à Pantin ne nous a pas été signalée; je jugeais bien mal puisque Angot est mort en déportation et Armand a été sauvé.

Ce jour là et le suivant nous avons assisté à la grande débandade de l'armée allemande qui traversait Paris. D'innombrables camions allemands et français emportaient des monceaux de bagages sur lesquels étaient juchés des hommes en vert, en bleu, en noir. Ce fut pour nous la première manifestation éclatante de la déroute de l'Allemagne; on pouvait se donner le plaisir d'imaginer la suite.

.../...

Sur le boulevard des Capucines une voiture allemande roulant très vite me frôle et me fait tomber de ma bicyclette heureusement immobile. Il me semble qu'elle l'a fait exprès; en tout cas les passagers se sont tournés vers moi en riant.

Rue Saint-Lazare un char à banc roule lentement, escorté d'un officier et d'une vingtaine de soldats. Passent aussi beaucoup d'ambulances allemandes, boîtes cubiques sans ouvertures qui servent probablement à évacuer des blessés et doivent être bien peu confortables.

Dans la soirée je fais une visite à Corinne Amic. Au retour à bicyclette et sans lumière j'ai la sottise de passer derrière l'hôtel Majestic (un des quartiers généraux de nos occupants) et je me fais interpeller par un agent de police français; un allemand à demi saoul vocifère à mon sujet dans le lointain. L'agent de police me relâche en me disant qu'il ne gardera pas trace de mon nom.

J'apprends que dans la nuit du 15 au 16 tout un groupe a été fusillé dans le bois de Boulogne. Certains assurent que ce sont des prisonniers de Fresnes, d'autres qu'il s'agit de jeunes gens pris dans un guet-apens par la Gestapo. (C'était la vérité).

Le jeudi 17 août le gaz est coupé rue des Marronniers. Pour faire la cuisine j'utilise notre poêle à sciure de bois qui, à la fumée près, me donne toute satisfaction. On m'annonce qu' Aimé Lepercq président du Comité d'Organisation des Houillères, que je connais bien et admire beaucoup, vient d'être libéré par la Wehrmacht.

Le personnel de Marine Homécourt a bien du mal à venir travailler. Certains ont fait deux heures de marche à pied. Une moitié a renoncé.

Les Allemands réquisitionnent beaucoup de bicyclettes dans les rues. On dit que c'est souvent pour se faire de l'argent de poche en les revendant. J'entends dire que des gens ont été abattus place des Ternes pour s'être opposés à ces réquisitions. Est-ce vrai ? Il est question aussi d'une fusillade à l'Odéon.

Sur le toit de l'usine de Courbevoie les Allemands ont installé une batterie de DCA.

Les nouvelles de la progression des armées alliées sont confuses. On annonce la libération de Chartres et d'Orléans puis on la dément.

Je rencontre Doucet qui commande un maquis dans les bois des Vaux de Cernay. Il a rencontré les Américains dans la région de Rambouillet et, en revenant, a traversé à Trappes des défenses allemandes insignifiantes. Il me raconte qu'ayant fait prisonniers des soldats allemands, ne pouvant les garder faute de moyens et ne voulant pas les libérer car c'eût été trop dangereux pour ses hommes, il a demandé des instructions à l'Etat-Major F.F.I. qui lui a ordonné de les faire fusiller. C'est ce qu'il fit mais il n'en est pas fier.

.../...

Le 18 août Poncet me fait savoir que tous les prisonniers évacués de Fresnes sont partis dans un seul train, que ceux qui sont maintenant à Pantin viennent d'ailleurs. Il a fait chercher si le corps d'Armand ne se trouverait pas au bois de Boulogne parmi ceux des victimes de la fusillade de l'avant-veille. La radio anglaise annonce qu'une centaine de prisonniers de Fresnes ont été fusillés. (C'était inexact).

Je suis très inquiet. Je cherche plusieurs fois à joindre Avisse mais sans succès. Je téléphone à mon bureau pour savoir si on m'a appelé. On me dit qu'un monsieur Bel cherche à me joindre. Je l'appelle. Il m'apprend qu'il est cousin d'Armand et que celui-ci vient d'arriver chez lui rue Marguerin.

J'y vais aussitôt. Armand a maigri et pâli mais il est en bonne santé. Il m'apprend que les prisonniers restés à Fresnes dont lui-même ont été embarqués dans des camions allemands; il s'est demandé où on allait les emmener; serait-ce pour les fusiller ? A l'entrée de Paris les Allemands les ont fait descendre en leur disant qu'ils étaient libres. Un moment Armand a pensé que ce pouvait être un piège; il fut rassuré en voyant qu'il n'était pas suivi

Je suis remonté à bicyclette pour aller à Sucy-en-Brie avertir Geneviève Armand (Nous avons jugé prudent de ne pas utiliser le téléphone). Je ne l'ai pas trouvée chez Madame Rocard et sa petite France-Marie m'a conduit là où elle était, au bas d'un chemin fort en pente que j'ai descendu à toute allure terrorisant cette enfant assise sur le porte-bagage et accrochée à moi. (Je ne m'en suis pas rendu compte sur le moment mais vingt ans plus tard elle n'avait pas oublié sa peur). A cause de ma course rapide et de la chaleur j'étais en eau et tout débraillé.

Après une heure de compte-rendus et de commentaires Geneviève Armand, sa fille et moi sommes partis en bicyclette pour Paris. A l'aller comme au retour je n'ai rencontré que peu d'Allemands.

Ce même jour je vois passer dans une rue de Paris une voiture de résistants (on les appelait alors F.F.I.) annonçant le début de la Libération. Elle était suivie à cent mètres par une motocyclette montée par deux Allemands armés de fusils. C'était étrange.

Sur notre chemin je remarque rue d'Alésia une queue devant une borne-fontaine (je n'en ai pas vu d'autres).

Le samedi 19 août les bagarres commencent dans Paris. On me dit que les F.F.I. ont occupé la Mairie du XVIème, que le couvre-feu doit commencer à 14 heures. Je sors pourtant dans la soirée; à l'hôtel Majestic, place de la Concorde et rue d'Aguesseau je vois des détachements allemands retranchés derrière des barbelés. On dit que l'Hôtel de Ville et la Préfecture de Police ont été pris par la Résistance, que Lepercq en aurait pris le commandement. Je cherche à le rejoindre pour me mettre à sa disposition mais les ponts de la Cité sont barrés.

.../...

Le dimanche 20 août l'ensemble du réseau téléphonique est coupé, mais cela ne dure que deux heures; toutefois il a de temps à autre des ratés mais il reste grâce à l'automatique un moyen de liaison excellent; il ignore les frontières entre les zones libérées et celles où les Allemands se trouvent encore.

Je vais faire une visite aux Armand dans l'appartement de leur cousin. Ils voudraient revenir chez eux. Je leur dis que ce n'est pas bien raisonnable et je les décide d'aller dormir chez moi. Leur fille couchera chez les Copel revenus depuis peu à Paris.

Dans l'après-midi nous voyons passer avenue Mozart une auto F.F.I. suivie d'une voiture de la gendarmerie allemande avec trois gendarmes feldgrau et un agent de police français sur le capot. Les F.F.I. annoncent une trêve. Quelques drapeaux français apparaissent aux fenêtres.

Le 21 août j'accompagne à bicyclette les Armand qui tiennent à rentrer chez eux. J'ai emprunté à Lacroze sa bicyclette pour la prêter à Armand.

On voit bon nombre de F.F.I. circuler dans les rues; on les reconnaît à leurs brassards. Ils prennent des airs importants.

Je vais ensuite au bureau sans difficulté. A midi on décide de renvoyer le personnel chez lui à cause du danger qu'il y a de traverser Paris. Les ouvriers de notre usine de Courbevoie font connaître qu'ils préfèrent ne pas travailler. Je laisse l'usine ouverte mais personne n'en profitera.

La radio de Londres annonce que Paris est libéré au moment même où les Parisiens commencent à assister à des combats de rue.

Le soir je pars porter à Léon Daum un des poêles destinés à brûler du papier que l'usine de Courbevoie a entrepris de fabriquer pour occuper les ouvriers. Je passe par Montparnasse et la rue Denfert-Rochereau pour éviter le centre de Paris. On tiraille dans le boulevard Saint-Michel que je parcours rapidement. A l'entrée de la rue Auguste Comte un petit blockaus allemand est occupé par un soldat armé d'une mitrailleuse. Il me vient à l'esprit que mon poêle a l'apparence extérieure d'une bombe, mais je passe sans encombre.

La façade de la maison de Daum a été mitraillée et une balle est entrée dans la salle à manger; elle a traversé la table et ricoché vers le parquet. Une autre a touché le plafond. Daum suppose que ce tir vient de ce qu'il s'est montré à la fenêtre avec des jumelles.

Dans les rues passent des camions transportant chacun une dizaine de soldats allemands tenant des fusils. On me dit que certains ont tiré; je n'ai assisté à aucune fusillade mais ces hommes visiblement tendus m'ont fait penser aux trognes armées de Pascal.

.../...

Le mardi 22 août des ouvriers de Bronzavia sont venus "occuper" notre usine de Courbevoie. Les F.F.I. les font partir, étant entendu qu'un groupe d'ouvriers de l'usine montera la garde en permanence. L'usine continue à servir le déjeuner de midi, soixante-dix membres du personnel viennent le prendre. Le prix est de douze francs.

L'arrivée d'un camion allemand à Courbevoie donne une certaine inquiétude mais il vient seulement pour prendre à l'usine de Précis une perceuse. Qui peut en avoir besoin en ce moment ?

Le lendemain des ouvriers de Bronzavia sont revenus à notre usine de Courbevoie pour haranguer le personnel: ils ont parlé de hausses de salaires, de l'adoption d'une échelle mobile; leurs auditeurs n'ont pas réagi.

Je fais une promenade à bicyclette à travers Paris. Les Allemands ont un poste retranché à la Muette et tiennent tout le carrefour. J'ai vu un autre barrage à l'hôtel Majestic, un autre au coin de la rue d'Astorg. Rue de Rivoli j'ai dû enjamber deux barricades. Il y avait à l'Hôtel de Ville quelques carreaux cassés. Le drapeau français flotte sur les tours de Notre-Dame. Les F.F.I. m'empêchent d'accéder à l'île de la Cité.

Beaucoup de chars allemands sont stationnés dans les Tuileries. Il y en a aussi devant la Chambre des Députés et ils interdisent le passage sur le pont de la Concorde. Par contre à partir de l'Alma les ponts sont libres.

L'après-midi je vais à Courbevoie puis je me dirige vers le pont d'Asnières où des F.F.I. sont retranchés. On me dit qu'ils ont pris trois véhicules allemands. Je m'arrête à la hauteur de l'usine Citroën où j'aperçois un détachement allemand et je reviens en arrière. Le calme règne de ce côté mais j'apprends qu'on se mitraille boulevard Saint-Germain et au Luxembourg.

Un gros orage éclate le soir et interrompt les combats. La radio anglaise annonce que les soldats de Leclerc sont entrés dans Paris. Elle anticipe !

J'ai déjeuné chez Gaston Bazil avec Jacqueline. Ils déplorent que les F.F.I. aient abattu les arbres de la place Péreire pour barrer la route aux Allemands. Ils sont inquiets de cette guerre des rues qui leur paraît bien peu efficace et qui donne à une fraction de la population le goût de la violence.

Ce jour-là ou un autre je suis passé devant le Grand Palais. Il en sortait une épaisse fumée noire qui montait très haut dans le ciel. On avait stocké là des tonnes de sucre et il avait pris feu quand les Allemands chassèrent à coups de fusils les F.F.I.

Au cours d'une autre promenade en bicyclette j'ai été interpellé à la Concorde par des Allemands qui m'ont mis le dos au mur, les mains au dessus de la tête et m'ont vaguement fouillé. Ma carte d'identité parut les rassurer sur mon compte et ils m'ont relâché. Tout cela était dérisoire puisqu'il n'y avait pas de barrages pour empêcher les gens de circuler; mais pendant un moment, les bras en l'air, je ne me suis pas senti très rassuré dans ce coin de la rue Royale quasi déserte.

.../...

Le jeudi 24 août (anniversaire de la Saint-Barthélémy) j'ai fait le matin un court séjour au bureau. J'en suis revenu par une pluie battante. L'après-midi je voulais aller payer la domestique des Rolland ; j'ai trouvé une barricade de pavés qui coupait le boulevard des Batignolles. Je l'ai franchie en portant ma bicyclette. Partout ailleurs les barricades étaient faites avec les sacs de sable de la Défense Passive et comportaient un passage en chicane pour les piétons. Les plaques de fonte qui protègent le sol autour des arbres complétaient leur équipement. Dans les quartiers anciens on avait employé des carcasses de lits métalliques, suivant une vieille tradition révolutionnaire. La façade du collège Chaptal était criblée de trous de balles.

En arrivant rue Blanche j'ai vu une barricade presque à chaque coin de rue. Des F.F.I. armés de fusils ou de mitraillettes tirent, je me demande bien sur quoi.

Je m'arrête un moment au coin de la rue Rodier et de l'avenue Trudaine. Là on tire dans toutes les directions. Arrive à toute vitesse une camionnette F.F.I. qui tourne à angle droit et s'arrête brutalement dans le plus pur style des films américains. On dit qu'un germanophile a tiré du haut d'une maison de la place d'Anvers. Dans la rue Condorcet et dans la rue de Maubeuge on tire aussi; je traverse cette dernière en courant. Plus loin la rue du Faubourg Poissonnière est prise en enfilade par un fusil-mitrailleur. Je renonce à la traverser. Je passe rue Richer prendre quelques boîtes de conserves mises en réserve par mes beaux-parents et rentre à la maison.

Un peu plus tard me promenant à pied rue de Passy je rencontre un cortège hurlant des injures contre deux jeunes femmes au crâne rasé; des croix gammées ont été peintes sur le haut de leurs têtes et sur leurs joues. Je tente de mettre fin à cette horrible exhibition. Je prends par la main ces deux misérables créatures avec l'idée de les mettre sous la protection du curé de l'Eglise de l'Annonciation. Elles avaient des mains d'enfants qui se cramponnaient aux miennes; elles étaient terrorisées. J'ai été pris à partie par deux hommes dont l'un disait avoir été prisonnier des Allemands. J'ai essayé de faire comprendre à la petite foule rassemblée là et composée surtout de gamins et de gamines de moins de vingt ans que sa façon de se comporter était indigne et rappelait les procédés nazis mais en vain. Un des deux hommes m'a donné avec sa tête un grand coup dans la poitrine. Une dame a cherché à intervenir en ma faveur mais elle a été menacée elle aussi. La foule m'a arraché les deux malheureuses victimes et je me suis mis un moment à l'abri avec cette dame dans le corridor d'un immeuble en attendant que l'affreux cortège se soit éloigné.

Je fais une visite à Madame Lepercq. Elle me dit qu'on prête aux Allemands l'intention de se retrancher dans leurs immeubles de la porte de la Muette. Des détachements tiennent le pont d'Iéna et le pont de Passy (maintenant pont de Bir-Hakeim). On tiraille quelque peu dans cette direction. Son mari siège en permanence à l'Hôtel de Ville. Je cherche de nouveau à le joindre par téléphone mais le central Archives ne fonctionne pas.

Madame Lepercq m'a parlé du train des prisonniers de Fresnes. Je crois que tous les détails qui suivent m'ont été donnés par elle.

Le train serait parti mardi 15 au soir de Pantin. Il emmenait 1.500 à 1.800 hommes à raison de 80 par wagon. Ils pouvaient cependant s'asseoir. Il y aurait eu un transbordement à Nanteuil (le Haudoin ?). Rohan-Chabot a rejoint le train à Chalons-sur-Marne. Il portait ~~de~~ l'ordre des autorités allemandes de Paris d'arrêter le convoi mais la Kommandantur de Chalons a refusé de s'y conformer; il n'a pas poussé jusqu'à Nancy pour faire une nouvelle tentative. Certains le lui ont reproché.

Madame Lefaucheux qui, en forçant les consignes avait pu rejoindre son mari sur le quai de la gare de Pantin a suivi le train en direction de Nancy mais à Pagny on l'a empêchée d'aller plus loin. Elle est revenue à Paris puis en est repartie immédiatement emmenant avec elle un colonel allemand. Arrivée au camp où était prisonnier son mari cet officier le fit libérer et ils repartirent pour Paris.

D'après Madame Lepercq la Résistance avait réussi à retarder la marche du train pendant deux jours dans l'espoir de pouvoir monter une attaque mais elle n'y a pas réussi.

Je vais chez les Copel et les convains qu'il vaut mieux qu'ils passent la prochaine nuit chez moi. S'il y a bataille à la porte de la Muette la rue Largillière risque d'être peu tranquille.

Vers dix heures du soir Léon Daum me téléphone pour m'annoncer que les cloches de Notre-Dame sonnent et qu'il aperçoit de sa fenêtre comme un feu d'artifice. C'est l'entrée des premières troupes de Leclerc dans Paris. Je me hâte de téléphoner à Armand qui, déjà prévenu, est invité à assister à la réception du Général de Gaulle à l'Hôtel de Ville le soir même (en fait elle n'eut lieu que le lendemain). Je téléphone aussi à Prat et à Parisot.

Je sors pour voir si on ne construit pas des barricades du côté de la Muette mais il n'y en a pas. La nouvelle de l'arrivée des soldats français commence à se répandre. On crie aux habitants d'illuminer en ouvrant leurs fenêtres. De petits groupes montent et descendent l'avenue Mozart en chantant la Marseillaise et La République nous appelle. Ce sont pour la plupart des jeunes garçons et des jeunes filles. Les voix sont fraîches. On sent monter une grande espérance, la nuit est douce. C'est une merveilleuse soirée: près de cinquante ans se sont écoulés depuis mais les larmes me montent encore aux yeux lorsque je l'évoque.

Rue de Passy je suis accosté par deux gentilles jeunes filles un peu perdues qui cherchent la rue Nicolo où se trouve leur hôtel. Je les y conduis. Chemin faisant nous bavardons; leur joie et leur enthousiasme m'émeuvent. Je leur dis mon souhait d'entendre chanter la Madelon de la Victoire mais qui la sait encore ?

Le 25 août (la Saint Louis) je pars vers 7 heures et demie du matin pour une promenade en bicyclette. Le Majestic est toujours occupé par les Allemands; les Champs-Élysées sont assez vides. Au rond-point des tracts allemands probablement jetés d'un avion et invitant la population au calme jonchent le sol.

La Concorde étant barrée par des rangées de pieux je fais le tour par l'avenue Matignon et la rue Saint-Honoré. L'accès à la place de l'Hôtel de Ville est interdit par des barricades. Je vois de loin les premiers chars français. Je gagne la rive gauche par le pont de la Tournelle. Place du Panthéon les immeubles n° 13 et 15 ont été endommagés par un tir au canon visant la mairie du Vème arrondissement.

.../...

Une rumeur de foule vient de la rue Saint-Jacques. Elle accompagne une colonne de la division Leclerc qui descend vers Notre-Dame. Les chars et les camions portent des noms de villes d'Algérie. Les soldats français ont un visage très hâlé; j'évalue à un quart la proportion de Musulmans. Les acclamations sont ininterrompues. Quelques Parisiennes se sont juchées sur les voitures.

Soudain une fusillade éclate. La foule se disperse pour se mettre à l'abri sous les portes cochères. On prétend qu'un coup de feu a été tiré du 2ème étage de la maison juste en face de moi (le n° 171 ?), mais c'est le défilé que je regardais et s'il y a eu un coup de feu je ne l'ai pas vu. La riposte des chars a fait beaucoup plus de bruit que le tir qui l'aurait provoquée; je ne pense pas qu'elle ait fait plus de mal. Quelqu'un affirme que personne n'a tiré du haut d'une maison. Il se fait contredire violemment par ses voisins et la foule crie: "Méfiez-vous, on tire des fenêtres " !

Rue Gay-Lussac je vois des F.F.I. tirer, je ne sais sur quoi.

En rentrant chez moi, je constate que les maisons sont abondamment pavoisées: des milliers de drapeaux français, des centaines de drapeaux anglais et américains, quelques drapeaux belges; je ne vois que deux drapeaux soviétiques dans la première partie de mon trajet mais une demi-douzaine boulevard de Grenelle.

Le temps est merveilleusement beau. Paris ressemble aux enluminures des livres d'heures où le ciel est tout bleu.

De retour à la maison je fabrique un drapeau avec une robe de Simone, un drap de lit d'enfant et le rideau de la salle à manger. Il a bonne allure et je le fixe à une fenêtre de notre appartement.

A midi et demie on m'annonce par téléphone que des troupes arrivent par l'avenue Mozart. J'y cours en bras de chemise. Quand la colonne fait son apparition, c'est du délire. La foule crie Bravo. On lève les bras en l'air pour applaudir. Chacun essaye de toucher au vol les soldats. A chaque arrêt on serre des mains; les jeunes filles embrassent et se font embrasser; les joues des soldats sont vite couvertes de rouge à lèvres. On élève vers eux des enfants pour qu'ils les embrassent aussi. La plupart de ces jeunes hommes ont des figures ouvertes, intelligentes. Certes nous avons vu bon nombre de jeunes soldats allemands qui avaient de bonnes têtes d'enfants sages, mais les nôtres sont chaleureux .

Il y a si longtemps que nous attendions ce jour. J'éprouve une joie merveilleuse, pénétrante et douloureuse. J'ai presque sans arrêt la gorge serrée: toute l'amertume, l'angoisse, les humiliations des années passées remontent à la surface de la conscience après avoir été si longtemps refoulées. C'est ce jour là que j'ai connu dans sa plénitude le bonheur de la Libération.

Je vais de la rue d'Auteuil jusqu'à l'avenue Victor Hugo. Je découvre avec étonnement que l'avenue Mozart a eu aussi sa barricade; elle se trouve au droit de la rue de l'Assomption. Une autre barre la rue du Ranelagh à la hauteur du lycée. Aucune n'est un chef d'œuvre de l'art militaire. Les orphelins d'Auteuil se trouvent postés là encadrés par leurs religieuses. Ils acclament le défilé. Rue de la Pompe les dames de l'école de la Providence sont sur le trottoir flanquées de leurs deux aumôniers. Les soldats distribuent aux enfants de petits cadeaux: biscuits, sachets de poudre de café, citrons. Nous nous en délecterons un peu plus tard. Ce ne sont pas des ersatz! Symétriquement des riverains apportent des bouteilles de vin. Un père découvre son fils parmi les soldats qui défilent. Des enfants sont hissés sur les chars: on les photographie; ils redescendent couverts de cambouis.

.../...

J'entends un soldat décrire son itinéraire. Débarqué à Isigny bien après le 6 juin, il a participé à la résorption de la poche de Falaise, est passé par Argentan et Rambouillet. Il y a eu quelques combats à Antony, à Villacoublay, au pont de Sèvres où ils ont passé la nuit.

Un autre soldat critique les Américains, de grands gosses peu civilisés selon lui; certains auraient assassiné des Algérois pour les voler; les Anglais sont beaucoup plus corrects.

Vers la fin du défilé (dont j'évalue l'effectif à trois mille hommes) des agents arrivent en courant et annoncent que trois chars allemands approchent. C'est la débandade. Je rentre déjeuner à la maison vers deux heures.

Je sors de nouveau vers quatre heures. L'armée anglaise défile maintenant. Les acclamations sont plus frénétiques encore que dans la matinée. Leurs voitures disparaissent sous les jeunes filles qui y sont montées et on crie: Hurrah au lieu de Bravo.

A la hauteur du lycée Jeanson de Sailly les chars tirent sur une maison.

Avenue Victor Hugo je vois passer une vingtaine de véhicules américains également acclamés.

Vers cinq heures je monte à l'Etoile. L'hôtel Majestic s'est rendu après un bref combat. Un char allemand brûle au coin des rues Dumont d'Urville et Charles Vacquerie et fait une telle fumée qu'on croyait que le Majestic brûlait aussi. Ses munitions éclatent. Quatre corps de soldats allemands sont étalés avenue d'Iéna comme des mannequins en étoffe. Au doigt de l'un d'eux brille une alliance. Je vois quatre cadavres avenue Hoche.

Dans les Champs-Élysées on tiraille encore et aucun civil ne s'y aventure. Sous l'Arc de Triomphe pend un drapeau tricolore. Un bout de corniche a été entaillé par un obus. Des gens sortent du Majestic en emportant des pneus de bicyclette, des musettes.

Je vois passer deux détachements de prisonniers allemands. La foule avait commencé par les huer, mais la consigne se propage qu'il faut montrer de la dignité et elle se tait à peu près complètement.

Vers six heures et demie l'immeuble qui fait le coin de l'avenue Paul Doumer et de la rue de la Pompe est mitraillé. Cette fois je vois nettement une lueur à une fenêtre du 4ème étage mais je ne sais s'il s'agit du départ d'un coup de feu ou de l'arrivée d'une balle. Vers le même moment l'immeuble qui est au coin de la rue des Vignes et de la rue de Boulainvilliers est mitraillé. Les voisins m'ont dit que personne n'a tiré de cette maison là.

Je sors de nouveau à 7 heures et demie. Rue de la Pompe alors que je roule lentement je suis heurté par une cycliste qui allait très vite et voulait me dépasser. Elle tombe et s'évanouit. On la transporte dans le magasin d'Orève où se trouve un poste de F.F.I. Quand elle est ranimée je l'accompagne chez elle à Saint-Ouen. Rue Demours une mitraille dirigée vers un homme qui, soi disant, tirerait du haut d'un toit nous obligea à nous mettre à l'abri pendant dix minutes dans une école.

Je reviens par le boulevard des Batignolles, beaucoup moins pavoisé que les grandes rues du XVIème. Souvent il n'y a de drapeaux qu'à un seul étage. C'est un quartier pauvre. Les façades des maisons de la rue Boursault tout près de là sont très endommagées. La barricade du boulevard des Batignolles faite de pavés a déjà été défaite. A l'Etoile on a enlevé la douzaine de cadavres que j'avais vus trois heures plus tôt mais on tiraille encore dans les Champs-Élysées et les civils ne s'y hasardent toujours pas.

.../...

Avenue Foch les troupes françaises bivouaquent sur les contre-allées. La chaussée est quasi vide. A la porte de la Muette je trouve un détachement anglais qui s'est emparé des immeubles occupés par la Kriegsmarine. Une vieille dame anglaise cause avec trois soldats dont l'un est de Reading comme elle. Ils déclarent qu'ils seront rentrés chez eux en novembre. La vieille dame leur dit "I hope you will stay and see Paris; it is worth seeing".

Le soir Charles Prat me téléphone. Il a été légèrement blessé au mollet par une balle tirée d'un camion allemand alors qu'il roulait à bicyclette rue de la Pompe. La balle est entrée par le bas du pantalon et ne l'a pas déchiré! Une femme a été tuée près de lui.

Le samedi 26 août en allant au bureau je vois un drapeau français sur le Trocadéro, un autre sur la tour Eiffel. A la hauteur de l'hôtel Majestic dont l'accès est maintenant interdit se trouvent une dizaine de carcasses de voitures incendiées. Une des colonnes du ministère de la Marine est brisée (on remarquera plus tard que c'est la cinquième!). Au coin de la rue de Rivoli et de la rue de Castiglione il reste deux chars incendiés ainsi que d'autres véhicules.

Au bureau j'écoute le communiqué de l'armée allemande: il relate des combats en Normandie "l'anéantissement" d'une tête de pont américaine près de Melun et l'exploit d'un aviateur allemand qui a abattu six avions en une journée. C'est tout.

Nous échangeons ensuite des nouvelles: Théodore Laurent a vu hisser le drapeau français sur l'Opéra et entendu la foule conspuer fort vilainement des prisonniers.

Les portraits du Maréchal Pétain qui "ornaient" beaucoup de bureaux ont disparu. J'en avais suggéré l'idée à Léon Daum peu avant. Pour ma part je m'étais opposé l'année précédente à ce que l'on en place un dans mon bureau.

Vers midi je rentre à la maison. Dans les Tuileries sont regroupés de nombreux chars allemands et français. Sur les Champs-Élysées le public commence déjà à arriver pour assister au défilé. Vers deux heures j'emmène Anne et Etienne Copel aux Champs-Élysées. Je les juche sur le toit d'un camion au coin de la rue de Presbourg et je me mets debout sur deux bicyclettes entrecroisées. Nous ne perdrons rien du spectacle. La foule est énorme sur les trottoirs, sur les toits, aux fenêtres. Des pompiers armés de fusils veillent du haut des toits.

On a mis en place sous l'Arc de Triomphe le beau drapeau tricolore qui descend presque jusqu'à terre. Le temps est superbe; il souffle un petit vent frais; le ciel se couvrira en fin d'après-midi.

La foule déborde sans cesse sur la chaussée malgré les efforts débonnaires des agents de police. Ils ont fait leur réapparition hier après avoir disparu quelques jours.

Quand le Général passe c'est une ovation enthousiaste. La foule chante; ce sont des bouffées de Marseillaise qu'on entend venir de l'Etoile auxquelles on se joint au passage et qui expirent au loin.

Je ne suis pas bien sûr d'avoir aperçu le Général; les spectateurs qui sont sur les trottoirs ne l'ont sûrement pas vu; mais, comme me le dit une vieille dame: "Cela n'a pas d'importance; l'essentiel est d'être là!". Une autre demande à Anne Copel de lui dire ce qu'elle voit du défilé du haut de son perchoir et ajoute: "Ainsi je pourrai dire que j'ai vu quelqu'un qui l'a vu".

Deux ou trois avions nous survolent à basse altitude. Ces derniers jours aucun avion ne s'était montré. On les acclame. Comme je fais remarquer que les aviateurs ne peuvent nous entendre un voisin me dit: "Ce n'est pas tellement pour eux que pour nous et puis ils voient nos gestes". Un petit nombre de chars participent au défilé.

Quand il a fini de passer à notre hauteur je descends avec les enfants jusqu'à la Concorde. La mitraille commence alors, je m'attendais un peu à un tel incident et comme précédemment je n'aperçois aucun "tireur des toits". Les chars français tirent dans toutes les directions et je me demande sur quoi. Une colonne de chars se met en mouvement en direction du cours la Reine. Certains autour de moi s'imaginent que ce sont des chars allemands.

Je fais coucher les deux enfants à plat ventre derrière un arbre à l'extrémité du Cours la Reine, plus ou moins à l'abri d'une voiture d'ambulance stationnée là. Je reste debout observant le spectacle insolite de cette foule presque tout entière étalée par terre et formant des aigrettes autour des troncs d'arbres. Je n'ai vu publier qu'une seule photographie montrant cette scène pittoresque.

De temps à autre un groupe esquisse un mouvement dans un sens ou un autre sans raison apparente. Cela ressemble à un ballet pas trop bien réglé. Ce n'est pas une panique mais une fuite rapide sans heurts. Bon nombre de femmes s'évanouissent. Il m'échoit ainsi une femme enceinte, très nerveuse; la mère est plus calme mais incapable de prendre une initiative. Je les fais se coucher par terre et leur prodigue de bonnes paroles pour les rassurer. Finalement je prends la jeune femme dans mes bras et la porte à une ambulance qui la ramènera chez elle.

Quand, au bout de vingt minutes, la pétarade se calme un peu, je retourne à Passy. Il y a des tirs rue La Boétie et à l'Etoile entre l'avenue Kléber et l'avenue Hoche. Certains ne se risquent pas à aller de l'une à l'autre!

Les enfants sont ravis de leur après-midi, au moins autant de la mitraille que du défilé. Etienne avoue tout de même qu'il a eu "un peu peur". Sa voix est fort enrouée, tant il a crié la veille et ce jour-ci.

Vers onze heures du soir quelques avions allemands survolent Paris et la DCA américaine nous donne un grand concert. Il semble qu'elle fasse plus de bruit que la DCA allemande et que ses obus éclatent en plus gros morceaux. En tout cas c'est une grêle très violente qui s'abat sur nos toits. Gut me téléphone qu'il aperçoit de grands incendies dans la banlieue Nord. Un canon est en batterie sur la pelouse de la place du Trocadéro. Il a un grand succès de curiosité.

Le 27 août j'apprends que cette nuit quelques bombes allemandes sont tombées dans le quartier du Jardin des Plantes. Un employé de Saint-Chamond Granat qui avait cru trouver là un quartier bien tranquille et avait quitté pour cette raison son appartement de Courbevoie est assez penaud.

.../...

Je déjeune chez Armand; il est très embarrassé par la façon dont s'organise l'épuration dans la SNCF; il veut ne pas y être mêlé, tellement cela prend une déplaisante tournure. Il me quitte pour assister à la réception du général Koenig.

Monsieur Stephan me dit que la Halle au Vin a été incendiée par le bombardement de la nuit. On voyait le Panthéon comme en plein jour.

Jacqueline Bazil me parle d'un concert des Petits Chanteurs à la Croix de Bois qui a eu lieu (la veille ?) place Péreire et au cours duquel des coups de fusil ont été tirés sans faire de victimes. Elle affirme avoir vu de coups de feu partir du clocher de Sainte Odile.

Une affiche signée du Préfet de Police assure que le coup de feu tiré à l'intérieur de Notre-Dame pendant le Te Deum est parti "par inadvertance". Il semble que ce soit lui qui ait créé la panique. Celle-ci par la rue de Rivoli a gagné la place de la Concorde.

On me dit que le curé de Notre-Dame de l'Annonciation a déclaré en chaire que nous devons pavoiser avec le drapeau soviétique, que la Russie avait au moins autant de titres à notre reconnaissance que les Etats-Unis ou l'Angleterre. Il aurait ajouté que si les bourgeois de Passy avaient peur du communisme c'était par crainte de perdre leurs fortunes. Quoi qu'il en soit, j'ai constaté qu'il y a bien un drapeau soviétique à l'entrée de l'église rue Jean Bologne (mais pas à l'autre entrée). Il m'a paru un peu dissimulé derrière les autres.

Le 28 août le travail a repris au bureau mais le métro ne roule pas. Il subsiste une barricade au débouché de la rue Blanche dans la place de la Trinité.

Je vais voir les Cheynel chez eux rue des Marronniers. Ils sont restés enfermés toute la semaine passée sauf pourtant le samedi où ils se sont décidés à assister au défilé avec leur bébé. Au moment de la fusillade à la Concorde ils se sont cachés entre les roues avant d'une voiture. Le bébé criait et Nicole reprochait véhémentement à son mari de l'avoir menée là. Dans le cours de la conversation celui-ci a dit d'un air songeur: "Je me demande si le Maréchal n'a pas fait beaucoup de mal à la France"!

Le concierge des Rolland, rue Richer, raconte que des Allemands l'ont empêché de se mettre à l'abri pendant une fusillade avant d'avoir transporté en lieu sûr un français grièvement blessé près de lui. Il en est encore tout scandalisé!

Le mardi 29 août à onze heures l'armée américaine défile dans les Champs-Élysées. Je n'en vois que la fin. La foule est dense et cordiale mais moins que samedi.

On commence à voir des agents de police régler la circulation. Comme je fais mine de vouloir traverser la colonne américaine un agent me dit: "Soyez donc raisonnable; si c'étaient des Allemands vous ne le feriez pas".

.../...

J'apprends que le fils de Georges Bureau, directeur général de la Providence, avait téléphoné vendredi matin à son père et sa mère qu'il arrivait avec la division Leclerc et leur donnait rendez-vous à son futur cantonnement au quai d'Orsay le lendemain soir. Quand ils y sont arrivés ils ont appris que leur fils avait été tué à l'attaque de la Chambre des Députés!

Au dîner chez Vaubourdolle j'apprends que le ministre Berthelot est arrêté. Dumas (directeur de la région Sud-Ouest) est suspendu. On enquête sur Filippi, Legoux (directeur de la région Ouest), Renaud (directeur de la région Est) et sur beaucoup de subalternes.

Plusieurs fonctionnaires des Finances dont Coquelin sont limogés. Lehideux, directeur général de Renault, est arrêté.

Un ingénieur de Courbevoie, Dupré, est arrêté avec sa femme et sa fille; celle-ci travaillait dans une administration allemande. Madame Dupré sera libérée trois jours après.

Le beau-frère d'un neveu de Daum monté sur le toit de sa maison avec une jumelle est arrêté. Ses amis réussissent à obtenir qu'on le relâche mais à sa sortie du commissariat des policiers s'emparent de lui et le fusillent sur le quai de la Seine ainsi qu'un de ses amis, qui, lui, échappe à la mort.

Le mercredi 30 août se réunit le Comité Social de Courbevoie. Gut le directeur y assiste. Les délégués énumèrent sans les reprendre à leur compte les griefs du personnel contre lui. On lui reproche d'être dur, cassant. Quinze jours plus tôt je n'aurais rien entendu de tel.

Prat me dit que du toit de sa maison un homme a tiré des rafales de balles toutes les 3 ou 4 heures pendant plusieurs jours.

Le jeudi 31 août Doucet me raconte la prise des Invalides; il l'a suivie du haut de son toit place Vauban. Les Allemands n'avaient que des mitrailleuses lourdes. Les chars français sont arrivés en rasant les murs et ont tiré sur les baraquements. Trois allemands sont sortis de l'enceinte pour se rendre. Leurs camarades leur ont tiré dessus. Un char français s'est avancé, a défoncé le portail à coups de canon et a pénétré dans la cour. Immédiatement derrière lui et alors qu'une grêle de balles crépitait sur son blindage un petit vieux - un civil - court vers le mât qui porte un drapeau allemand, amène ce drapeau et sort de sa poche un petit drapeau français et le hisse. C'était un habitant du quartier.

1944 - Septembre à décembre

Le 2 septembre un camion de F.F.I. vient chercher Gut à notre usine de Courbevoie. Il est absent et les F.F.I. s'en vont. A la mairie on dit à Gut qu'il s'agit d'une erreur.

Je suis reçu par Lepercq qui va devenir ministre des Finances du nouveau gouvernement. Je lui remets les deux bons du Trésor que j'avais reçus en contre-partie du million collecté pour essayer de sauver Armand; il fait le nécessaire pour qu'on me remette la somme tout de suite et je rembourse ceux qui l'avaient versée. Lepercq me raconte les péripéties qui ont suivi son arrestation. Il était un des dirigeants de l'OCM (Organisation Civile et Militaire). Transféré à Arras où se trouvait un bureau de la Gestapo spécialisé il constate qu'on y dispose d'un dossier très complet sur lui. Un de ses collaborateurs avait "donné" cent quarante noms sous une simple contrainte morale, sans avoir été torturé; cet homme maintenant combat courageusement dans un groupe F.F.I.

A Lepercq un enquêteur a dit: "Vous voyez que nous savons à peu près tout. Donnez-nous seulement les vrais noms de cinq personnes dont nous ne connaissons que les pseudonymes". Cette demande lui fut répétée pendant cinq heures d'affilée. Il peut paraître facile, m'a-t-il dit, de répondre non pendant cinq heures; en réalité c'est très dur. Si on lâchait un mot on serait incapable de s'arrêter. Il n'a pas été torturé, peut-être, pense-t-il, parce qu'il avait été blessé pendant la première guerre, peut-être parce qu'à cause d'une névrite il avait un bras en écharpe. On l'a mis au secret et à plusieurs reprises on a enfermé avec lui dans sa cellule un homme encore pantelant des sévices qu'il avait subis. On lui présenta aussi une fois un personnage dont on lui dit qu'il allait le torturer. La pire de toutes ses épreuves, m'a-t-il affirmé, fut pour lui l'angoisse qui le saisissait à la pensée que peut-être il parlerait sous la torture.

On voulut aussi lui faire signer une déclaration où il jurait sur l'honneur ne connaître aucune des 140 personnes suspectées et ne pas prononcer ce serment simplement pour rester fidèle à son honneur d'officier. Il a refusé.

Moyennant finances des amis obtinrent que le dossier fût transféré de la Gestapo à l'Abwehr (c'est à dire aux militaires). Ce n'était pas sans risque car la justice militaire était plus expéditive et pouvait le faire fusiller rapidement, mais, de nouveau moyennant finances, on obtint que l'instruction se prolonge et que Lepercq soit envoyé à l'infirmerie de la prison de Fresnes où il fut mieux traité qu'à Arras et où sa femme put le voir.

A Arras Lepercq était couvert de poux (de corps). Il en a tué plus de cent.

Les enquêteurs de la Gestapo d'Arras pensaient que l'Abwehr allait le faire fusiller. Un d'eux lui affirma que Berlin avait donné l'ordre de ne pas le gracier et lui dit qu'il souhaitait faire quelque chose pour lui; il lui offrit du tabac et proposa de transmettre à sa femme une lettre d'adieu. Lepercq écrivit donc une lettre mais, pour ne pas inquiéter sa femme, se borna à lui faire diverses recommandations, notamment au sujet des études de ses fils et termina par " J'espère que nous nous reverrons bientôt et que nous serons de nouveau heureux ensemble".

.../...

L'Allemand lit la lettre, en approuve le début mais estime que la dernière phrase ne convient pas dans une lettre d'adieu, qu'il lui est impossible de la transmettre et il invite Lepercq à en écrire une autre mieux adaptée à sa position de condamné à mort. Celui-ci affirme que la réunion avec sa femme qu'il évoque dans sa lettre se fera au Paradis. Du coup l'Allemand revient sur son refus ! Il transmet la lettre à Madame Lepercq qui la trouva un peu étrange mais fut rassurée par la dernière phrase !

Dans ce même entretien Lepercq me demanda de prévenir Armand qu'on veut lui confier un ministère dans le nouveau gouvernement. L'accepterait-il ? Je préviens aussitôt Armand.

A six heures Maurice Rolland m'annonce par téléphone son arrivée à Paris et me donne rendez-vous rue Jacob chez ses amis Masson où il dîne. Là, entre de nombreux coups de téléphone, il me raconte en gros ce qu'ont fait pendant ces quatre années les membres de notre famille dont je n'avais presque pas de nouvelles.

Pour éviter trop de dispersion dans mon récit, je rassemble ci-après tout ce que j'ai appris, souvent bien plus tard.

René Malcor se trouvait en Champagne en juin 1940. Sa compagnie avait pour mission de faire sauter les ponts sur la Vesle puis sur l'Aube. A la traversée du canal latéral de la Seine elle fut prise sous le feu d'une embuscade allemande. Il s'agissait probablement d'une avant-garde de l'armée qui, ayant contourné Paris, avançait vers l'Est pour envelopper les troupes françaises en retraite vers le Sud.

René fut blessé superficiellement dès le début de l'action par trois balles respectivement au coude, à la hanche et à la fesse; transporté dans une cave il y reçut les premiers soins pendant la nuit; les blessés furent embarqués avec le médecin dans une camionnette qui partit vers le Sud. Les hôpitaux de Chatillon-sur-Seine et de Semur-en-Auxois qui avaient reçu des préavis d'évacuation refusèrent d'admettre les blessés.

A son arrivée à Saulieu la camionnette fut arrêtée par un embouteillage. Des soldats allemands surgirent dans la rue principale en criant "Les civils dans les maisons". Les occupants des véhicules militaires furent faits prisonniers sans coup férir.

En tant que blessé René fut dispensé de l'obligation humiliante de lever les bras. Un sous-officier allemand accompagna les blessés à l'hôpital qui les admit immédiatement. Les pansements de René furent refaits. Il était temps; il les avait gardés vingt-quatre heures.

Un mois plus tard un officier et un médecin militaires allemands vinrent inspecter l'hôpital en vue de faire transférer les hommes valides dans un camp de prisonniers. L'officier voulait que ce fût le cas pour René mais le médecin allemand, après avoir consulté le médecin de sa compagnie qui affirma qu'il était intransportable, se rallia à cet avis et l'officier n'insista pas.

René, conscient qu'à la prochaine inspection il n'aurait pas la même chance, décida de quitter le plus tôt possible l'hôpital (qui n'était pas gardé). On lui fabriqua des papiers d'identité si visiblement faux qu'il préféra ne pas s'en servir.

.../...

Il revint alors sur ses pas et s'allongea dans le fossé de la route en attendant la nuit. La lune tardant à se coucher, il décida de partir à travers champs en direction de la Saône. Il était si fatigué que, pour franchir les fils de fer des rangées de vignes, il devait soulever ses jambes avec ses mains. Une fois dans l'eau il se sentit bien soulagé mais aux abords de la rive gauche il s'emmêla les jambes dans des plantes aquatiques dont il eut du mal à se dépêtrer.

Enfin il était en zone libre. Comme il avait oublié ses espadrilles sur la rive droite, il dut marcher pieds nus jusqu'au prochain village. De là il gagna Bourg-en-Bresse où il fut logé quelques temps à l'hôpital militaire. Comme il manquait constamment la visite du médecin parce qu'il passait le temps en se promenant dans Bourg, celui-ci très mécontent lui proposa, pour en être débarrassé, de le démobiliser, ce qu'il accepta avec enthousiasme.

Il se rendit alors à Marseille où il fut soigné gratuitement dans l'hôpital où notre tante Suzanne Amic était infirmière, et revint enfin à Alger retrouver sa famille. A cause de la chaleur du mois d'août la cicatrisation traîna assez longtemps et, étant devenu un civil, il dut se soigner à ses frais, ce qui lui semble avoir été un cas unique dans l'armée française.

Mobilisé de nouveau au début de l'été 1944 il débarqua en août à Saint-Tropez et fut chargé d'assurer les liaisons entre les Etats-Majors et l'administration en place.

Mobilisé à la déclaration de guerre Pierrot Grandguillot rejoignit à Damas l'armée française stationnée en Syrie. Démobilisé à l'Armistice comme aspirant il revint à Alexandrie.

Quand une amorce de troupes gaullistes commença à se former, il lui apparut qu'elles comportaient plethore d'officiers par rapport à leur effectif restreint. L'armée anglaise d'Egypte manquait au contraire de cadres. Avec l'accord de Jean Fillion qui représentait de Gaulle au Caire il jugea donc préférable de se faire enrôler par les Anglais. Il fut accueilli par eux à bras ouverts. Sa qualité de "Wimbledon player" fut pour lui un atout; preuve que ce curieux peuple insulaire gardait malgré la gravité de l'heure ses réflexes de sportif.

Sa connaissance de l'arabe et de l'italien rendait sa candidature particulièrement intéressante et il fut affecté à une Lybian Arab Force recrutée parmi les Lybiens réfugiés en Egypte.

D'octobre 1940 à l'automne 1941 il fait l'instruction de ses hommes et assure des gardes diverses dans le désert proche d'Alexandrie. Il est promu capitaine

En novembre 1941 les généraux anglais Auschingleck et Wavell lancent une seconde offensive en Cyrénaïque. La compagnie commandée par Pierrot y participe; elle passe par Solloum près de Tobrouk, Djarahoub et arrive jusqu'au sud de Benghazi, mais en janvier 1942 la seconde contre-offensive de Rommel contraint les Anglais à se replier précipitamment le long de la côte et Pierrot se trouve avec sa troupe très isolé dans les dunes du désert.

.../...

Au bout de vingt jour ils ont parcouru 400 kilomètres et retrouvent l'armée anglaise à Gazala un peu à l'ouest de Tobrouk. L'avance allemande s'est ralentie et Rössel ne prendra cette ville qu'en juin. En juillet il sera arrêté définitivement à El Alamein.

Pierrot assure que sa traversée du désert se fit dans "d'assez bonnes conditions" : c'était l'hiver, il y avait de l'eau un peu partout et dans les campements de Bédouins (tous Senoussis) l'accueil était cordial.

Revenu au Caire il réussit en mars 1942 à se faire affecter à un organisme chargé de mettre en place derrière les lignes ennemies des dépôts de vivres pour les aviateurs et autres parachutistes qui tombaient dans le désert. On cherchait aussi à bien disposer les indigènes autochtones en leur faveur, ce qui était facile car les Senoussis haïssaient les Italiens et les Allemands.

Ces missions étaient assurées par les "Long Range Patrols" basées sur l'oasis de Koufra à l'extrême sud de la Cyrénaïque où Pierrot fit ainsi plusieurs séjours "pas désagréables" malgré leur inconfort; les Bédouins des douars voisins étaient tout à fait amicaux.

A partir de Koufra il fit trois ou quatre expéditions et au cours de l'avant-dernière il retrouva entre autres en Cyrénaïque Peniakoff (Popski).

Après la défaite d'El Alamein en juillet l'armée de Rössel battit précipitamment en retraite à son tour et Pierrot la suivit avec les "Long Range". Il avait touché un camion de 5 tonnes; sa petite équipe était formée d'un lieutenant écossais, et de deux opérateurs de radio. Il passa notamment par Hon capitale du Sud de la Tripolitaine, traversa le Grand Erg oriental en voiture accompagnant une patrouille "Long Range" et en janvier 1943 rencontra à Tozeur au sud de la Tunisie une avant-garde américaine puis des méharistes de l'armée française.

En février il alla explorer la région située au sud des chotts tunisiens; les Bédouins y étaient beaucoup moins coopératifs que les Senoussis

En mars il a retraversé le Grand Erg d'ouest en est, mais cette fois à pied et escorté de dromadaires, pour retrouver l'aile gauche de la 8ème armée; son lieutenant était parti en avant avec le camion et la jeep.

En avril il revient en Tunisie, à Gabès où il rencontre des spahis français et un extraordinaire médecin qui élevait des caméléons dans sa voiture.

A force de se nourrir de conserves et surtout de boire l'eau des citernes du désert il souffrit à plusieurs reprises de graves crises d'entérite; la dernière fut "colossale"; on dut l'envoyer en Egypte en congé de maladie.

L'entérite étant devenue chronique, il fut déclaré inapte au service en campagne. On l'envoya à Alger où il fut affecté au service de l'Etat-Major qui s'installa en juillet 1943 à Tunis après la prise de cette ville. Il fut promu Major c'est-à-dire commandant.

A son passage à Alger il avait pu, grâce à deux joueurs de tennis de ses amis aider Popski à organiser le groupe autonome qui s'est couvert de gloire en Italie. Il prétend que c'est ce qu'il a fait de plus utile pendant la guerre et cela grâce encore au tennis.

.../...

A Alger il avait retrouvé René Malcor, Maurice Rolland et Henri Ziegler. A Tunis il a découvert la famille de Marcel Malcor à laquelle il s'est lié d'une grande amitié.

Attaché désormais à un organisme semblable au 2ème bureau des Etats-Majors français il eut notamment pour tâche de fournir aux agents doubles qu'il utilisait des renseignements sur les opérations militaires en dosant soigneusement les renseignements faux destinés à tromper les Allemands et les renseignements vrais destinés à faire croire à ceux-ci que les agents doubles étaient fiables. Il suivit en Sicile et en Italie l'armée anglaise en s'arrêtant notamment à Naples, Rome et Florence.

Quand la guerre en Italie fut mise en veilleuse en juin 1944 à cause du débarquement allié en Normandie, il se fit muter au Caire où il retrouva ses amis et son tennis.

Au début de 1945 les Anglais lui proposeront de l'affecter à leur armée de Ceylan avec le grade de lieutenant-colonel mais il n'avait aucune envie de rester militaire après la victoire en Europe et il se fit démobiliser à Ismaïlia. A leur démobilisation les officiers anglais avaient droit à un costume civil gris et un chapeau melon fournis par l'Armée. Généreusement, il y renonça.

Il fut décoré de la Military Cross. Il fut cité trois fois "in the dispatches" (équivalent anglais de notre Croix de Guerre):

automne 1944 suit.

Au cours de l'automne 1943 Gillette Ziegler, ne voulant pas partir pour les Etats-Unis comme l'y incitait son mari, s'était installée à Autrans, village du nord du Vercors avec ses trois petits garçons dont l'aîné avait six ans. Son beau-frère y dirigeait une petite école.

Des maquisards vivaient cachés en haut des vallons du plateau; des détachements allemands vinrent à plusieurs reprises les pourchasser.

La citation qui accompagnait l'attribution en 1945 de la Croix de Guerre à Gillette résume bien ce que fut son action : "En juillet et août 1944 elle a ravitaillé avec ses enfants au péril de sa vie, malgré une occupation serrée et la surveillance de l'ennemi, les groupes de résistants dispersés en montagne; elle a permis à maints d'entre eux de continuer la lutte; elle a été un exemple magnifique pour les combattants du Vercors".

Joujou Grandguillot fut mobilisé en 1939 dans l'Armée des Alpes et passa un hiver assez rude à la frontière italienne. L'Italie toujours prudente n'a déclaré la guerre à la France qu'après avoir été bien sûre que nous étions battus c'est-à-dire sept jours avant la signature de l'armistice franco-allemand. Il n'y eut donc pas de vrais combat dans les Alpes.

Après sa démobilisation il entra dans l'administration du Secrétariat Général à la jeunesse et au Travail des jeunes, organisme créé par le gouvernement de Vichy qui estimait à juste titre qu'il ne fallait pas laisser les jeunes à eux-mêmes dans cette période troublée. Il créa et organisa des colonies de vacances puis des centres d'apprentissage.

Il dirigeait aux côtés de Pierre Ruby la délégation pour les Bouches du Rhône puis la délégation pour la Provence qui occupa une dizaine de milliers d'adolescents, filles et garçons. Il fallait d'abord les nourrir, ce qui ne put être réalisé qu'en ayant recours à des méthodes peu respectueuses des règlements.

Le gouvernement de Vichy exigeait qu'on s'inspirât des conceptions nationales-socialistes sur la formation de la jeunesse et qu'on l'incitât à accepter la collaboration avec l'Allemagne; mais la délégation remplaçait ces instructions par ses propres directives conçues dans un tout autre esprit. Après la Libération tous les centres d'apprentissage furent, après quelques difficultés initiales, intégrés dans le système officiel français.

En marge de leur action directe sur les jeunes, les dirigeants de la délégation s'engagèrent activement dans la Résistance sous l'impulsion de Pierre Ruby, et de Joujou son second.

L'équipe de Marseille commença par être un relais d'une organisation de passage en Espagne; c'est ainsi qu'elle vit un jour lui arriver à l'improviste une bonne demi-douzaine de pilotes anglais et canadiens dont aucun ne parlait français. C'était Maurice Rolland qui les avait fait escorter jusque chez son cousin.

Par la suite l'équipe travailla aussi dans le service de renseignements de l'Armée. Elle achemina du matériel clandestin. Ainsi un de ses membres qui transportait dans sa voiture un poste de radio clandestin fut "réquisitionné" par un officier allemand voulant être conduit en banlieue et se vit payer ce service par des bons d'essence et un Ausweiss (autorisation de circuler) qui lui facilitèrent beaucoup ses missions ultérieures.

.../...

Elle participa notamment à l'embarquement des personnes qu'un sous-marin venait chercher à Saint-Tropez pour les conduire en Algérie. Comme je l'ai dit Henri Ziegler a utilisé ce moyen de transport et Maurice Rolland n'y a pas réussi.

Un membre du cabinet du Maréchal Pétain qui était favorable à la Résistance fit décorer Joujou de la francisque (dans la même promotion que les futurs maréchaux Juin et de Lattre de Tassigny). Cela facilita son action clandestine.

Après la guerre il fut décoré de la Médaille de la Résistance, de la Croix de Guerre et de la Légion d'Honneur, mais dans les mois qui suivirent immédiatement la Libération, il connut des difficultés comme beaucoup de ceux qui ont appartenu à des organismes créés par le gouvernement de Vichy.

Maurice m'a raconté plus tard qu'on avait projeté de ramener le ministre de la Justice de Menthon dans le Sud-ouest de la France et il l'aurait accompagné mais il apparut qu'ils auraient peut-être été fusillés par un des "mauvais maquis" qui faisaient la loi dans cette région et on préféra ne pas prendre ce risque, de sorte que de Menthon avec son équipe s'en vint d'Alger à Paris via Londres avec tout le gouvernement. La Jeanne d'Arc les débarqua à Cherbourg. Toute une caravane d'autos assura le transport jusqu'à Paris. A l'étape du Mans la répartition des logements entre tous ces hauts personnages donna lieu, dit Maurice, à de lamentables disputes.

Puisque je viens de parler de mauvais maquis, je vais dire un mot de l'odyssée d'André Piot. Comme après l'Armistice de 1940 l'Armée française était réduite à sa plus simple expression, André se fit incorporer dans la gendarmerie. Au moment du débarquement en Normandie il prit lui aussi le maquis mais celui sur lequel il tomba était si mauvais qu'il le quitta. Les deux camps pouvaient donc le condamner pour désertion; heureusement dans le désordre général de l'époque il ne fut pas inquiété.

Maurice me parle avec enthousiasme de de Gaulle; il admire beaucoup aussi de Menthon, son patron. Par contre, il a été écoeuré par les intrigues entre membres du gouvernement d'Alger. Il est choqué aussi de la façon dont on a redistribué en un tour de main les grands postes de la magistrature française.

Il évoque avec beaucoup de reconnaissance l'accueil amical que lui ont fait les Anglais pendant son séjour à Londres.

Le 3 septembre je passe la journée à Sucy-en-Brie chez Madame Rocard. Au cours d'une promenade à bicyclette avec Armand nous arrivons devant une barricade faite de cageots; sur un panneau on lit "Boches du côté de la flèche, attention, danger de mort". Trois jeunes F.F.I veillent sur cette fortification !

Nous sommes arrêtés plusieurs fois pour vérification de nos papiers d'identité. Armand n'en a pas mais on le laisse passer après quelques mots d'explication. Je mets Armand au courant de ma conversation avec Lepercq à son sujet.

Le 7 septembre je dîne avec Maurice et de Menthon son ministre. Ils ne m'apprennent pas grand-chose.

Les fonctionnaires du Ravitaillement reprochent à la direction de l'usine de Courbevoie d'avoir distribué des haricots au personnel. L'affaire n'a pas de suite.

La barricade au bas de la rue Blanche a disparu.

Les restaurants commencent à s'ouvrir.

Le 8 septembre un apéritif réunit des camarades de ma promotion. De Boissel fait sensation dans son uniforme franco-américain.

Tourry se trouvait en juin avec sa famille dans la poche de Falaise. Bien des villages sont complètement détruits. Les Allemands avaient entrepris d'évacuer le bétail. Il a vu défiler de grands troupeaux de vaches; quand ils étaient conduits par des Russes les paysans normands obtenaient, moyennant finances, qu'ils leur laissent prélever quelques bêtes. Une grande partie de ce bétail a péri par la suite.

Les Anglais firent jeter par avion des fiches rédigées en anglais et en allemand où les soldats allemands qui voulaient se rendre n'avaient qu'à inscrire leur nom et laisser sortir discrètement de leur poche un bout de la fiche.

Tourry a vu un groupe de cinq hommes se préparer à la reddition en se débarassant de ce qu'ils avaient volé: tissus, bas de soie, violons etc, puis ils enfilèrent des chemises propres et firent une toilette soignée. On a dit que les Allemands qui battaient en retraite souillaient les puits et plaçaient des mines sous les cadavres.

Le soir je reçois la visite de Dupré qui vient d'être relâché. Il sort de la Mairie du XVIème où étaient entassés une soixantaine d'hommes et de femmes sans couvertures ni chaises. On lui a reproché d'avoir reçu chez lui des Allemands en juillet et août 1940. Il s'agissait, paraît-il, d'amis faits avant la guerre par sa fille. On l'a accusé aussi (à tort) d'être milicien. C'est la police qui l'a fait sortir des mains des F.F.I.

Le 9 septembre la plupart des hôtels naguère occupés par les Allemands logent maintenant des Américains et des Anglais.

Je vois apparaître des femmes américaines en uniforme militaire; le casque ne leur sied pas. L'apparence physique des hommes m'étonne: ils sont plutôt corpulents, le visage rougeaud. Ils ne ressemblent pas aux Américains moyens que j'avais vus en 1940 aux Etats-Unis.

.../...

Comme il me semble que les F.F.I. font une enquête sur la conduite pendant l'occupation de Gut, directeur de l'usine de Courbevoie, je vais interroger mon camarade Marcouter pour savoir ce qu'il en est. Il ne paraît pas attacher d'importance à cette affaire.

Léon Daum rentre d'Homécourt où il est arrivé, drapeau français déployé, après avoir traversé sans s'en douter la ligne de front. Pendant son séjour Homécourt a été libéré.

Chanzy, Lancrenon et Depoux qui avaient eux aussi dépassé les forces alliées ont été faits prisonniers par les Allemands et n'ont retrouvé la liberté que plus tard.

Les autres dirigeants des usines mosellanes sont revenus à Paris voyant que la libération de la Moselle ne serait pas immédiate mais Jacques Laurent s'est installé à Homécourt prêt à bondir à son usine de Rombas.

Le 11 septembre Anne et Etienne Copel sont emmenés en bicyclette par leur beau-père et moi à Villotran dans l'Oise où ils prendront l'air de la campagne chez des parents. Ils sont installés en amazone sur la barre des bicyclettes, les bagages sont derrière la selle.

Le pont d'Argenteuil est coupé. La passerelle pour piétons est à sens unique, en alternance toutes les dix minutes. On peut aussi traverser en barque. Nous choisissons le pont.

Au milieu d'un petit bois nous voyons deux chars Tigre abandonnés qui prenaient la route en enfilade.

A Pontoise nous passons en bac, les Allemands ayant fait sauter le pont du chemin de fer et le pont de bois qu'ils avaient construit pour la route en 1940. Une foule de petites barques font aussi la navette avec trois ou quatre passagers à bord. Le prix est à la tête du pont. Au voisinage de ces ponts beaucoup de maisons ont été détruites mais partout ailleurs sur notre parcours il n'y a pas trace de combats.

Deux postes de F.F.I. nous ont barré le passage. Il fallait des laissez-passer, paraît-il. Je n'en avais pas mais au vu de nos cartes d'identité on nous a ouvert la voie - probablement parce que nous emmenions des enfants. Un des F.F.I. rencontrés me raconta que son groupe avait seulement quelques mitraillettes quand il prit le maquis. Le reste de l'armement est allemand.

Pour le retour je me suis fait donner sans difficulté un laissez-passer.

Ce même jour le personnel de l'usine de Courbevoie a empêché Gut, le directeur, et quelques autres cadres d'y entrer. Ils seront peu après emprisonnés comme suspects de collaboration.

A partir du lendemain 12 septembre je dois donc assumer le commandement de l'usine. J'y vais presque tous les jours. Il n'y a d'autre moyen de transport que la bicyclette; le trajet est agréable quand il ne pleut pas et qu'il ne fait pas trop frais: je traverse le Bois de Boulogne et je longe ensuite la Seine.

.../...

Les premiers jours après ma prise de pouvoir les ouvriers et employés discutent ferme et travaillent peu mais cela se calme vite. On les occupe à faire le point sur l'état d'avancement des commandes en cours qui presque toutes sont annulées par la force des choses.

Une seconde vague d'arrestations fait une nouvelle ponction sur les cadres de l'usine mais la plupart ne tarderont pas être relâchés. Ils avaient été dénoncés par certains de leurs subordonnés qui leur en voulaient de les avoir traités dans le service avec quelque sévérité. Je suppose que lorsqu'on brandissait la menace d'un licenciement on laissait entendre que ce dernier licencié serait réquisitionné automatiquement par le Service du Travail Obligatoire (STO) et envoyé en Allemagne. Ce n'était là que paroles malheureuses.

Le cas de Gut était très différent. Jusqu'en 1942 il avait prôné l'entente avec l'Allemagne, mais il était trop perspicace pour ne pas avoir prévu ensuite que le vent risquait de tourner et je crois qu'il disait vrai quand il affirmait avoir participé à la Résistance. D'ailleurs il a été jugé non coupable par les tribunaux plus ou moins révolutionnaires de l'époque qui n'étaient pas indulgents. Il passa néanmoins en prison bon nombre de semaines.

En sus de sa sévérité dans le service on lui reprochait de ne pas avoir livré à la Résistance les nombreuses armes qu'il découvrit successivement dans les locaux de notre bureau d'études d'armement et de les avoir jetées à la Seine avec mon accord d'ailleurs, car peu de gens à l'époque auraient accepté de les garder chez eux.

Aussitôt après la Libération le commandement des F.F.I. avait imposé aux usines de la région parisienne de loger, nourrir et payer un poste de garde. Le nôtre était composé de deux ou trois hommes et son chef était un des êtres les plus bornés que j'aie jamais rencontrés. Il était inaccessible à tout raisonnement et se bornait à dire qu'il se conformait aux ordres qu'il avait reçus.

Le motif officiel de l'installation de ces corps de garde était la protection des ateliers contre une attaque. Qui aurait pu entreprendre de les attaquer! Les Allemands étaient déjà bien loin et leurs partisans français (s'il y en avait encore) ne se montrèrent jamais, réserve faite de quelques "tireurs des toits" isolés dont le nombre était insignifiant en dépit des bruits qui couraient sur eux. Je pense que le parti communiste avait utilisé ce prétexte pour conserver sous les armes - en fait de simples fusils - des militants dont la solde était payée par les industriels.

Cette comédie dura cinq mois; en janvier 1945 les postes de garde disparurent sans explication. On a dit à l'époque que c'était Thorez qui avait décidé de faire cesser ce petit scandale.

A la fin de septembre je reçus enfin des lettres d'Evaux-les-Bains portées par des cyclistes et des automobilistes bénévoles. Elles étaient bonnes et faisaient peu d'allusions aux maquis de la Creuse par prudence.

Au début d'octobre je suis de nouveau parti en bicyclette pour Villotran afin de ramener à Paris Anne et Etienne Copel. J'étais seul cette fois. J'ai mis Anne sur le porte-bagage et Etienne sur la barre horizontale couverte d'un coussin. Deux enfants de 12 et 9 ans, c'est assez lourd et dans les côtes il fallait mettre pied à terre. Aussi ai-je été bien soulagé quand le conducteur d'un camion apportant à Paris de gros bidons de lait me proposa de nous prendre. Nous nous sommes nichés entre les bidons et cela nous parut très confortable. A la porte de la Villette nous avons de nouveau enfourché la bicyclette et roulé péniblement jusqu'à Passy.

Peu à peu presque toute notre famille se trouva réunie à Paris.

Après Maurice Rolland, puis René, les Ziegler, les Grandguillot, Jeannette, nos parents et ses parents revinrent d'Evaux; leur voyage fut peu confortable, les routes étant semées d'obstacles et des ponts détruits mais tout le monde se trouvait en bonne santé. Le ravitaillement dans cette campagne lointaine avait été aisé. Des amis de mes beaux-parents avaient souvent reçus chez eux et d'autre part les personnes que Vichy avait placées à Evaux en résidence surveillée formaient une société agréable. Je citerai le général de la Laurencie qui avait dirigé la mission représentant à Paris auprès des autorités allemandes le gouvernement du Maréchal. Il fut chargé par celui-ci de faire arrêter Pierre Laval en décembre 1940. L'opération devait être déclenchée par le message suivant: "La Maréchale se trouve à Moulins et on ne l'autorise pas à entrer en zone occupée". Quand le général de la Laurencie reçut le message il ne se rappela pas qu'il avait un sens secret et crut qu'on lui demandait réellement d'intervenir auprès des autorités allemandes pour qu'elles accordent l'autorisation nécessaire; cette démarche lui déplaisait fort et il maudissait en son cœur la maréchale quand la mémoire lui revint. Il se hâta d'exécuter alors l'ordre que lui donnait Laval et c'est, je suppose, pour cela qu'il fut sanctionné et interné à Evaux. D'ailleurs Laval fut libéré presque aussitôt. Si cette anecdote n'avait pas été racontée en toute candeur par le général lui-même, elle serait incroyable.

Peu de temps après la Libération Elie Granat refit surface et réclama que Marine Homécourt lui rende sa part (50%) de la Société Saint-Chamond Granat. Cela avait été convenu en 1940 et aurait dû se réaliser sans difficultés. Je n'ai jamais su pourquoi Granat s'était imaginé que cet engagement ne serait pas honoré car je n'ai pas participé aux premiers entretiens qui ont suivi son retour. Il brandit la menace d'un procès. A cette époque être accusé par un Juif pouvait entraîner facilement des poursuites pénales; notre service du contentieux en avait une peur panique, tout en convenant que Marine Homécourt n'avait rien à se reprocher. Th. Laurent contre l'avis de Daum décida de négocier avec Granat et lui fit de grandes concessions totalement injustifiées à mon avis. Léon Daum en fut fort mécontent.

Une fois cet accord conclu il m'incomba de régler avec Granat les modalités d'application, ce qui consistait à calculer ce qui lui revenait dans les recettes et les dépenses de la gestion de la Société par Marine Homécourt de 1940 à 1944. Cela me prit des mois car il contestait tout ce que je lui affirmais mais notre comptabilité avait été tenue si clairement qu'il finit par admettre qu'elle était exacte.

Dès que les moyens de transport se sont un peu améliorés je reviens à Saint-Chamond. La Libération s'y est passée moins mal que plus au sud mais les vengeances particulières ont été nombreuses. L'ingénieur en chef de notre division Mécanique a été arrêté; on ne pouvait guère lui reprocher que d'être sévère dans le service. Il n'a pas été le seul.

Paul Latour, pourtant nommé maire de Lorette par Vichy, n'a eu par contre aucun ennui, bien au contraire; il avait participé à la Résistance dès le début, secouru beaucoup de gens. Sa popularité est grande. Fils de gendarme, n'ayant fait aucune étude il s'est élevé haut dans la hiérarchie. Il était déjà chef de l'aciérie quand je l'ai connu en 1933, mais je l'ai nommé plus tard ingénieur en chef, ce que certains cadres diplômés de la maison ont très mal pris. J'ai toujours admiré sa fringale d'apprendre, son autorité sur le personnel qu'il tempérait par l'intérêt qu'il portait à tous ceux qui avaient besoin d'une aide.

Pendant quelques semaines notre maison des hôtes à Saint-Chamond fut occupée par un Comité de Libération. Les deux vieux domestiques qui y officiaient étaient encore scandalisés par le spectacle que leur avait donné un "sidi" qui avait couché avec "une femme" dans le lit du directeur général. C'était un sacrilège!

Au mois d'octobre l'automobile d'Aimé Lepercq qui revenait de Lille par une nuit très brumeuse tomba dans un canal et il mourut noyé. Cette fin dérisoire d'un homme qui avait survécu à tant de dangers me consterna et je reste persuadé que s'il avait vécu il aurait eu une très grande influence bénéfique sur la politique du premier ministre de de Gaulle. C'était le seul ministre qui savait par expérience ce que c'est que l'économie, en particulier l'industrie, et je pense que le Général lui aurait fait confiance à cause de sa courageuse conduite au cours des deux guerres.

Un jour du mois de novembre je vois entrer dans mon bureau un colonel américain qui me demande si ma société ne posséderait pas une mine de charbon près d'Aix-la-Chapelle et, dans l'affirmative, si je n'aimerais pas aller la revoir. Il s'agissait évidemment de Carolus Magnus. J'ai accepté avec joie et nos associés de Pont-à-Mousson aussi qui délèguèrent à cet effet Alfred Beigbeder, chef de leur service des Mines. La même proposition fut faite à Eugène Roy, directeur général des Aciéries de Longwy qui étaient propriétaires (avec Roehling) de la mine Carl Alex, toute proche de Carolus Magnus.

Nous endossons tous trois nos uniformes d'officiers et nous voilà partis avec le colonel dans une Land Rover ouverte à tous les vents et où il ne faisait pas chaud. A Montmirail nous dépassons un régiment américain en route vers le front; c'est un régiment de Peaux-Rouges!

Nous faisons halte successivement dans trois Etats-Majors pour obtenir les autorisations nécessaires: Luxembourg, Spa et Maestricht. Nous couchons à Luxembourg qui est bombardée cette nuit-là mais cela se réduit à quelques détonations lointaines.

.../...

On nous a pourvus de rations de l'armée américaine toutes en conserves; elles contiennent entre autres des sachets de vitamines. A la traversée des villages belges récemment délivrés nous sommes acclamés par la population.

Carolus est juste sur la ligne de front; des batteries de canons sont en position de tir sur le carreau de la mine. De gigantesques affiches prescrivent en grosses lettres "No looting" (pas de pillage). Carl Alex est encore occupé par les troupes allemandes que nous percevons au loin.

Notre mine est intacte sauf les fours à coke qui ont été atteints par des obus. Comme elle dispose encore d'un stock de charbon les pompes sont en service et le fond est en bon état. Malheureusement ce stock finira par s'épuiser et la mine sera alors noyée avec les dégradations que cela implique.

Nous sommes revenus sans incident à Paris en passant une nuit dans un château normand au milieu des bois où habitait une fille d'Eugène Roy. Le dîner nous a agréablement changés des repas de conserves ingérés pendant le voyage.

Quelques jours plus tard commence l'offensive lancée par le général Von Rundstedt qui reconquit une bonne partie des régions par où nous étions passés. Que nous serait-il arrivé si elle avait été déclenchée pendant que nous étions là ?

Quand après l'armistice de 1945 nous reviendrons prendre possession de Carolus nous trouverons les magasins presque vides: l'armée américaine a pris toutes les pièces qui pouvaient lui servir et nous soupçonnons que le reste a été volé. Il faudra bien des mois pour obtenir du charbon, remettre les pompes en marche, réparer les parties éboulées et reprendre l'exploitation.

La mine se trouve dans la zone occupée par les Anglais et les rapports avec leur administration ne sont pas agréables.

Nous avons nommé Fernand Dézé directeur général. Avant la guerre il était directeur commercial. C'est un colosse pesant 140 kilogs, fort intelligent, très malin, cachant son intelligence et sa malice sous un flot de paroles peu compréhensibles.

Le redémarrage de la mine fut grandement facilité par un miracle sorti du cerveau fertile d'Henri Lafond l'homme qui l'avait déjà sauvée de la faillite trois ans plus tôt comme je l'ai dit. J'étais allé lui demander comment le gouvernement français pourrait assurer le financement de Carolus dont il était le vrai propriétaire. Les caisses étaient vides. Il m'expliqua que la France disposait de nouveau d'une énorme quantité de marks. C'étaient ceux qui étaient entrés dans les caisses des percepteurs d'Alsace et de Lorraine pendant la guerre. Ils les avaient échangés contre des francs immédiatement après la libération de leurs circonscriptions. Lafond ne me cacha pas que le gouvernement français avait promis aux Alliés de ne pas les réinjecter en Allemagne, mais il estimait qu'on pouvait passer outre, au moins pour une fraction du magot en cause.

Nous nous sommes prêtés à cette opération quelque peu marginale et je suis allé chercher ces marks chez le trésorier payeur général de Metz. Ils avaient été entassés dans des sacs dont chacun avait été rempli de billets et de pièces de monnaie pêle-mêle. Le Trésorier payeur général tenait à ce que le contenu de chaque sac fût vérifié avant qu'il nous le livre. Comme il ne disposait pas d'assez de monde pour cela il demanda que le contrôle fût fait par nos soins.

Je suis donc arrivé à Metz flanqué d'une demi-douzaine de comptables de notre usine d'Homécourt et pendant toute une journée nous avons vidé les sacs, compté les billets et les pièces puis rempli à nouveau les sacs. Nous avons constaté ainsi que les états dressés par les percepteurs étaient exacts et à quelques marks près; la précision était remarquable, et si pas tenu du fait que l'échange s'était fait dans la zone des combats, on pourrait même dire sous le feu de l'ennemi.

Une cinquantaine de sacs me furent remis. Ils prenaient beaucoup de place et le camion qui les emporta était tout juste capable de les contenir tous. L'esprit toujours subtil de Dézé l'avait conduit à se faire prêter un camion ainsi que quelques soldats par l'administration militaire anglaise. Il pensait que cela faciliterait son entrée en zone anglaise et c'est bien ce qui se passa.

Avant d'être préalable il s'arrêta à notre usine de Dilling en Sarre pour y passer la nuit et mettre un peu d'ordre dans son chargement. Il y avait quelques sacs crevés et par les trous on voyait des billets de banque. Dilling ne disposait pas de sacs pouvant servir de rechange et d'autre part Joseph Roederer qui venait de reprendre son poste de directeur général de l'usine se trouvait lui aussi sans argent. Il s'entendit avec Dézé pour garder à Dilling le contenu des sacs crevés. Connaissant l'un et l'autre je ne jurerais pas que des sacs intacts n'aient pas été baptisés crevés. Mais la cession se fit tout à fait correctement. Dilling se libéra de son débiteur de Carolus par un échange de lettres en bonne et due forme.

Puis Dézé partit pour Carolus où il arriva sans encombre. Il disposa ainsi d'une trésorerie si considérable qu'il était loin de l'avoir toute utilisée quand intervint en juin 1948 la grande dévaluation du mark qui amputa des neuf dixièmes la valeur de ce qui lui restait.

Je suis allé rendre compte de ma mission à Lafond et lui ai annoncé que les marks m'avaient servi aussi à renflouer la trésorerie de Dilling. Il m'a donné tout de suite l'accord de son ministère sur ce point.

Dézé se passionna pour sa tâche de reconstruteur bien qu'elle fût décevante: le glissement était haché de failles, les couches peu épaisses et par conséquent le prix de revient élevé. Dézé connut pourtant une année glorieuse; ce fut celle pendant laquelle, pour inciter leurs allemands à produire davantage, l'administration militaire décida de payer au couple du prix normal l'accroissement de production par rapport à l'année précédente. Comme Carolus à cause de son démarrage tardif n'avait presque rien produit pendant l'année de référence la quasi totalité de sa production de l'année suivante lui fut payée au prix fort ce qui évidemment lui permit de faire un gros bénéfice. Malheureusement cela ne pouvait durer plus de 12 mois bien entendu et Carolus devint à nouveau déficitaire.

Nous n'avions pas repris les chefs de service allemands qui étaient en fonction avant 1944 et nous les avons remplacés par des ingénieurs français "épurés" à la Libération pour des motifs futiles. Ils ne s'entendaient pas trop bien avec Dézé qui était assez emporté et qui leur fit de plus à leurs yeux le défaut de n'être pas technicien. Ce ne fut jamais dramatique cependant et je suis certain que les choses étant ce qu'elles étaient Dézé était le seul qualifié pour gérer une entreprise aussi difficile.

.../...

Quelques temps après l'armistice le gouvernement des Pays-Bas s'avisa que les marks qu'il avait reçus pour le remboursement de l'emprunt de Carolus ne valaient rien. Pour des raisons que j'ignore il obtint que le gouvernement français rembourse l'emprunt une seconde fois mais cette fois avec des francs français .

L'exploitation de la mine après la guerre donna beaucoup de mal, les pertes s'accumulant, et il fallut enfin se décider à l'arrêter avec l'accord du personnel qui fut facilement reclassé car il n'y avait pas alors de chômage dans les mines de houille allemandes.

1945

Le mois de janvier fut très froid et le chauffage central de notre immeuble était hors service à cause de charbon. Nous avons alors mieux compris combien nous avons eu de chance d'être chauffés pendant les trois hivers précédents. Notre seule ressource était le poêle à sciure de la grande chambre qui chauffait très bien et sur lequel nous avons fait longtemps l'entretien. La sciure de bois était disponible en abondance; peu de gens avaient confiance dans ce combustible.

À l'usine de Courbevoie le petit tonnage de charbon qui nous était livré servait à déglacer les ateliers avec des braseros. Les bureaux ne furent chauffés que progressivement au fur et à mesure qu'on put se procurer des poêles électriques; encore fallait-il que le courant ne fût pas coupé. Nous avons acheté aussi des résistances électriques contenues dans des boîtes de peu épais sur lequel on s'asseyait; une faible chaleur nous remontait ainsi vers le ventre. C'était mieux que rien et cela consommait très peu de courant.

Pour le principe j'avais décidé que je serais le dernier à avoir un poêle électrique dans mon bureau. La température y est tombée jusqu'à + 3° et toutes les heures j'allais parcourir les ateliers pour me réchauffer.

Pour permettre à Jeannette de se reposer et d'être mieux nourrie je l'ai envoyée à Paris où elle est restée de janvier à mars. La maison de Paris était tenue par Simone qui, après 12 ans de service, nous quitta un peu plus tard afin de trouver un mari, ce qui fut le mieux.

Le froid cessa dès le mois de février et progressivement le gaz, l'électricité, le métro reprirent leur normale.

Nous apprenons avec quelque retard la mort de Michel Malcor au cours des combats de Royan pour réduire la poche de Royan où une division allemande s'est retranchée. Son père avait péri en avion pendant la guerre de 1914-1918. Il aura un enfant posthume.

Le 8 mai l'Allemagne capitule. On le prévoyait depuis longtemps de sorte qu'il n'y eut pas d'explosion de joie comparable à la libération de Paris. De plus la guerre continuait en Extrême-Orient. Certes le 6 août la bombe d'Hiroshima met fin à la guerre avec le Japon mais la France aura à reconquérir l'Indochine.

.../...

Le passage à Saint-Chamond en mai ou juin j'ai vu devant la gare une foule glorieuse. C'étaient les parents des prisonniers de guerre qui venaient voir à tout hasard si leur frère, un mari ou un fils ne rentrerait pas chez lui par le train annoncé. Il en était de même tous les jours. Ce spectacle était très émouvant.

Tous avons passé les vacances d'été à Autrans avec les René Malcor et les Ziegler. Les radios montrèrent que les poumons de Jeannette étaient en bon état. Les lésions anciennes étaient bien cicatrisées.

En septembre, revenant de Grenoble dans un train bondé, j'ai eu par hasard comme voisin un X de la promotion 1942. Celle-ci avait été au titre du S.T.O. envoyée en Allemagne pendant l'hiver 1943-1944. Il faisait partie d'un groupe de 20 camarades qui fut interné dans un camp non loin de Dassau. Ils travaillaient dans une usine et le moins possible mais leurs gardiens attribuaient ce peu de zèle à la paresse naturelle des Français et ils n'ont pas été trop désagréables. Ils avaient même pour eux une certaine considération. La nourriture leur a permis d'améliorer l'ordinaire assez régulièrement. Ils puisaient dans les champs de vivres pommes de terre et sucre.

Mon interlocuteur avait été frappé par le médiocre rendement des ouvriers allemands et leur propension à dénoncer ceux dont ils avaient sollicité mielleusement les confidences. Les jeunes Allemands lui ont paru très marqués par la doctrine des nazis et il pensait que ceux-ci auraient du succès s'ils tentaient de reprendre le pouvoir.

Son groupe a été libéré en avril mais le camp était complètement désorganisé depuis quelques semaines à cause de la fuite de leurs gardiens. Les polytechniciens en prirent le commandement, faisant régner l'ordre, assurant le ravitaillement et la cuisine. Visiblement j'ai gardé un très bon souvenir de cette dernière expérience.

Dans un camp voisin des Russes étaient parqués. Faute de s'organiser ils sont restés quelques jours sans aucun ravitaillement après le départ de leurs gardiens; ils étaient dominés par quelques caïds dont les partisans s'entretenaient.

Quand les Américains prirent en main l'administration des camps les X jugèrent qu'il n'y avait plus d'intérêt à rester prisonniers et partirent pour la France sans en demander la permission.

En août je rencontre mon camarade Paul Moch qui sortait du camp de Lübeck où les Allemands avaient regroupé les officiers français juifs. Il me dit qu'on y était traité exactement comme dans les autres camps d'officiers et il ajouta: "dans ce camp nous étions tous du même avis"! (Dans les autres, hélas, les affrontements étaient fréquents entre les Vichyssois et les partisans de la Résistance).

A Courbevoie je vois arriver deux jeunes ouvriers qui sortaient d'Auschwitz où ils étaient, si j'ai bien compris, travailleurs libres et non pas prisonniers. Ils racontent qu'on leur faisait piler les os des victimes passées aux fours crématoires. Je les plains d'avoir accompli cette sinistre besogne. Ils m'assurent qu'ils s'y sont très vite et très bien habitués.

Nos usines ont maintenant toutes repris leurs fabrications de temps de paix mais péniblement car leur approvisionnement se fait mal. Le charbon est distribué avec parcimonie et bien d'autres matières sont encore introuvables.

A mes occupations normales s'ajoute la conduite de négociations avec les Charbonnages de France et EDF au sujet des indemnités qui nous sont dûes pour la nationalisation de plusieurs de nos filiales et qui seront d'ailleurs dérisoires; la malhonnêteté de nos gouvernants est sans pudeur. C'est ainsi que les actions des sociétés charbonnières seront évaluées aux cours de Bourse en forte baisse qui avaient été enregistrés après l'annonce de la nationalisation. La seule de nos houillères pour laquelle nous ayons été confortablement indemnisés fut celle qui était déficitaire. C'est parce qu'elle n'était pas cotée en Bourse. Le gouvernement anglais nous a par contre équitablement indemnisés de la nationalisation de notre mine de Pelaw Main.

EDF voulut nous contester le droit que la loi de nationalisation nous accordait de payer au prix de revient le courant que nous livrait notre filiale nationalisée; mais le Tribunal de Commerce nous donna raison malgré une plaidoirie grotesque de notre avocat.

Le SDECE, organisme d'Etat chargé non seulement du contre-espionnage comme son nom l'indique, mais aussi de l'espionnage cherchait, entre autres, à obtenir de divers sidérurgistes allemands des informations sur les secrets (?) de la sidérurgie allemande. Il prit l'habitude de me consulter.

C'est ainsi que j'ai pris connaissance d'un mémoire rédigé dans sa prison par Hermann Roechling, notre grand "patron" des années 1943 et 1944. Il se déclarait prêt à faire connaître à la France tous ses projets de perfectionnement des procédés sidérurgiques. C'était assez abject de la part d'un francophobe aussi acharné. Ceci dit, Roechling était un inventeur compétent à l'imagination fertile et ses idées étaient très intéressantes. Peut-être son désir de les voir appliquées était-il à l'origine de sa démarche. J'aurais bien voulu donner suite mais cela impliquait des dépenses importantes qu'il était exclu de faire en cette époque de redémarrage de nos usines.

Le SDECE m'a fait connaître un autre allemand, directeur des Edelstahlwerke, très compétent en matière d'aciers spéciaux. Je l'ai fait prendre comme conseiller par l'IRSID. Il m'a appris beaucoup mais je dois dire que les autres adhérents de l'IRSID susceptibles d'être intéressés l'ont peu utilisé; je crois qu'ils craignaient de lui révéler leurs propres secrets de fabrication (dont l'intérêt était à mon avis médiocre). Et il y avait peu de techniciens à cette époque qui pensaient avoir besoin des conseils techniques d'autrui.

C'est aussi grâce au SDECE que j'ai découvert Kozakevitch. C'était bien entendu un Russe, professeur à l'Université de Kiev, spécialiste de la viscosité des liquides dont l'intérêt pour les aciéries me paraissait capital.

.../...

Je n'ai connu dans ma vie que quatre autres hommes d'une intelligence aussi déliée. Son seul défaut à ma connaissance était sa tendance à l'autocritique, travers dont les Français sont presque toujours exempts, mais qui pour un concitoyen de Staline était devenu une habitude par nécessité.

Il avait été mis en prison à l'époque des grandes purges; on l'accusait d'avoir détourné un wagon de marchandises chargé de sucre. En fait, il en avait acheté un kilog (au marché noir ?) pour étudier la viscosité de l'eau sucrée. Il était clair que le dénonciateur cherchait simplement à se faire nommer professeur à sa place.

Kozakevitch m'a fait connaître la théorie du trépied en usage en URSS. Elle consiste à occuper trois postes en même temps. Quand on est dénoncé comme contre-révolutionnaire on essaye de deviner quel est le poste intéressant le dénonciateur. On l'abandonne, le dénonciateur en prend possession et la dénonciation s'évapore. Il faut pouvoir faire cette manoeuvre deux fois et cependant avoir un poste pour vivoter en attendant des jours meilleurs. D'où la nécessité du trépied.

Cette fois là le système n'a pas bien fonctionné et Kozakevitch fut soumis à d'innombrables et interminables interrogatoires de jour et de nuit pour qu'il avoue son forfait. Il persista dans ses dénégations longtemps, mais un jour vint où épuisé il décida qu'au prochain interrogatoire il avouerait tout ce qu'on lui demanderait. Et voilà qu'au moment où il allait le faire, un policier entra dans le cabinet de son interrogateur et lui annonça qu'on pouvait libérer le prisonnier. C'était l'effet de l'amnistie qui suivit la période des grandes purges.

Quand les Allemands entrèrent à Kiev en 1941 ils entreprirent de créer une ébauche de gouvernement ukrainien. Kozakevitch en fit partie; aussi en 1944 il suivit prudemment dans son repli l'armée allemande et échoua en Autriche.

Au chômage et estimant d'ailleurs l'Autriche un peu trop proche de la Russie, il prit contact avec le SDECE. Celui-ci m'en informa. Je le fis venir et fus convaincu que c'était un spécialiste d'un grand intérêt pour l'IRSID. Pour confirmer mon jugement, je le présentai à René Perrin le Directeur général d'Ugine, très compétent dans les techniques d'élaboration de l'acier. Celui-ci fit la moue avec cet air hautain qu'il avait en général; la viscosité ne paraissait pas l'intéresser (à moins qu'il ne voulût pas que l'IRSID s'y intéressât).

Je n'ai pas tenu compte de cette réticence et Kozakevitch a fait à l'IRSID du très bon travail, acquérant par surcroît une renommée internationale dans sa spécialité. Ses enfants sont devenus de bons français. Il est resté russe et repose au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois.

En novembre je suis allé voir pour la dernière fois notre ferme de Sologne. Le bail avait pris fin et il s'agissait d'évaluer la plus-value qu'elle avait prise grâce à sa rénovation par nos soins. Ses bâtiments bas aux poutres apparentes avaient été remis à neuf. La grange est pleine. Les ronces ont disparu, les sillons s'alignent sur toute la surface des champs et les étangs sont empoissonnés, la basse-cour contient deux cents volailles. Nous avons bien mérité de la Sologne ! Des prisonniers allemands travaillent dans les champs.

.../...

Le 16 novembre le général de Gaulle surprend la France en démissionnant et j'arrête là mon évocation de mes années de guerre où se sont trouvées entremêlées tant de destinées diverses.

*

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

ABS Hermann	46.
AMIC Charles	18, 28.
AMIC Corinne	49.
ANGOT Pierre	48.
ARMAND Louis	1, 24, 38, 39, 40, 41, 43, 48, 50, 51 54, 59, 62, 63, 64.
ARMAND Geneviève	41, 43, 44, 47, 50.
AUBRUN Jules	23, 36.
AVISSE	48, 50.
BAZIL Gaston	24, 52.
BAZIL Jacqueline	59.
BEIGBDER Alfred	69.
BERTHIER Paul	32.
BICHELONNE Jean	4, 5, 6, 9, 21, 24 41.
de BOISSEL Henri	65.
de BOISSIEU	35.
BUREAU Georges	60.
CARREL Alexis	10, 11.
de CASTELNAU	11.
CHABAN-DELMAS Jacques	38, 39.
CHANZY	66.
CHEYNEL Robert	59.
CHURCHILL Winston	14.
COATELEN	26bis.
COPEL	51, 54, 66, 68.

.../...

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

ABS Hermann	46.
AMIC Charles	18, 28.
AMIC Corinne	49.
ANGOT Pierre	48.
ARMAND Louis	1, 24, 38, 39, 40, 41, 43, 48, 50, 51 54, 59, 62, 63, 64.
ARMAND Geneviève	41, 43, 44, 47, 50.
AUBRUN Jules	23, 36.
AVISSE	48, 50.
BAZIL Gaston	24, 52.
BAZIL Jacqueline	59.
BEIGBDER Alfred	69.
BERTHIER Paul	32.
BICHELONNE Jean	4, 5, 6, 9, 21, 24 41.
de BOISSEL Henri	65.
de BOISSIEU	35.
BUREAU Georges	60.
CARREL Alexis	10, 11.
de CASTELNAU	11.
CHABAN-DELMAS Jacques	38, 39.
CHANZY	66.
CHEYNEL Robert	59.
CHURCHILL Winston	14.
COATELEN	26bis.
COPEL	51, 54, 66, 68.

.../...

COUTURE Jean	41.
CRITCHLOW John	12, 15, 16.
CROUIGNEAU	42.
DALADIER Edouard	3.
DANGLETERRE Odette	19.
DARLAN Amiral	6.
DAUM Léon	5, 17, 22, 31, 43 51, 54, 60, 64, 66 68.
DAUTRY Raoul	5, 6, 8, 9.
DEJUSSIÉU Général	38, 39.
DELONCLE Eugène	31.
DEPOUX	66.
DEZE Fernand	64, 70, 71.
DOUCET André	49, 60.
DOUMENC Général	8.
DUGAS R.	41.
DUMAS	40, 48.
DUPRE	60, 65.
FAMILLE (ma petite)	2, 3, 4, 9, 10, 13, 14, 16, 18, 19, 24, 25, 26ter, 29, 32, 36, 37, 45, 67, 68, 73, 74.
FAYOL	10.
FEUILLEBOIS	64.
FILLATRE	33, 34.
FOULD Emile	10.
GADALA	11.
de GAULLE Charles	14, 15, 16, 57, 58 69, 77.

.../...

GOERING Hermann	21.
GOGUEL Jean	4.
GOURSAT J.	41.
GRANAT Elie	22, 68.
GRANDGUILLOT Georges	33, 77 . 63 bis
GRANDGUILLOT Pierre	62bis, 62ter, 63 68, 72.
GUERIN Pierre	4.
GUERVILLE Albert	38.
GUT	22, 60, 61, 66, 67.
HARDEN William	43, 44, 45.
HEKKING Francis	10, 14.
HITLER Adolf	2, 4, 12, 13, 24, 44, 46.
HOUDREMONT	23.
KAHN Ingénieur général	14.
KOZAKEVITCH	75, 76.
LAFOND Henri	21, 70, 71.
LA LAURENCIE Général	68.
LANCRENON Jean	66.
LATOUR Paul	69.
LAURENT Jacques	20, 26bis, 64, 66.
LAURENT Théodore	2, 20, 22, 31, 57 68.
LAVERGNE Robert	64.
LAVAL Pierre	12, 41, 68.
LEBON Roger	44.
LECLERC Général	54.

.../...

LEFAUCHEUX Madame	54.
LEFORT Henri	41, 43.
LEPERCQ Aimé	21, 49, 50, 53, 61, 62 63, 64, 69.
MALCOR Marcel	62ter.
MALCOR Michel	73.
MALCOR René	62, 62bis, 62ter 68.
MARRAUD Georges	2.
MARROIS	41.
MARS	33.
MARTIN Commandant	10.
MAUROIS André	19.
MAYER René	7.
de MENTHON François	63, 65.
MICHEL	47, 48.
MOCH Paul	74.
PATIN Mademoiselle	40, 47, 48.
PATIN Pierre	43.
PAYOT	28.
PERRIN René	9, 76.
PERRINEAU Georges	22.
PETAINE Maréchal	13, 18, 25, 57.
PHARAMOND	6.
PINAY Antoine	28, 35, 38.
PIOT André	63.
PONCET Maxime	44, 50.
POTTIER René	48.

.../...

PRAT Charles	57, 60.
PUCHEU Pierre	34.
RAGUET Colonel	10, 17, 38, 39.
RENOUARD	43.
RICARD Pierre	5.
RIST Jean	33, 36.
ROCARD Madame Yves	47, 50, 63.
ROECHLING Hermann	30, 75.
ROEDERER Joseph	71.
ROHAN-CHABOT	53.
ROLLAND Maurice	33, 34, 43, 45, 62 62ter, 63, 65, 68.
ROOSEVELT Franklin	12, 19.
ROSENTHAL Joseph	46.
ROY Eugène	69.
von RUNDSTEDT	70.
SAGE Jacques	33.
SALMON	10.
SANITER Frank	11, 14.
SCHERER (Carolus)	4, 9, 29.
SCHERER (Edelstahl)	75.
SCHERESCHWSKI	13.
STEPHAN Edmond	59.
TABOUIS Madame	11.
TEISSIER du CROS François	41.
THOREZ Maurice	67.
TOURRY Georges	65.

.../...

ULMO Jean	19.
VAUBOURDOLLE Robert	40, 60.
VERCOUTER Edmond	66.
WALEWSKI Antoine	64.
WALHAIN Octave	27, 31.
WITTKE	21.
WOLKOWITCH	19.
ZIEGLER Gillette	63, 68.
ZIEGLER Henri	11, 32, 62ter.
ZIEGLER Jean	28, 42.

INDEX DES NOMS DE LIEUX ET D'ETABLISSEMENTS.

ALLEMAGNE	2, 23, 28, 30, 31, 69.
ALLEVARD (usine)	10.
ANGERS	2.
ANGLETERRE	4, 7.
AUSCHWITZ	75.
BARCELONE	17.
BBC	28, 31, 34.
BESSANCOURT	2, 3.
BILLANCOURT	26bis.
CAROLUS MAGNUS (mine)	21, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 69, 70, 71, 72.
CDS	23.
CERBERE	17.
CHAMPLAIN (paquebot)	10, 11.
COLOGNE	3, 30, 31.
COURBEVOIE (usine)	22, 23, 24, 26ter, 27, 28, 34, 45, 46, 49, 51, 52, 60, 61, 65, 66, 67, 73, 74, 75.
DAKAR	16.
DILLING (usine)	21, 71.
DUPONT de NEMOURS (chimie)	12.
DUSSELDORF	23, 31.
ERKELENZ (usine)	28.
ETATS-UNIS	10, 11.

.../...

EVAUX-les-Bains	37, 45, 67.
EXETER (paquebot)	16.
FISCHER (usine)	8, 9.
FONTAINEBLEAU (école)	4, 5.
FRANCFORT	30.
GESTAPO	17, 33, 39, 49, 64.
HENTSCHEL (usine)	31.
HOLLANDE	24, 25, 72.
HOMECOURT (usine)	20, 66.
IRSID (laboratoire)	23, 36, 76.
LA CHAPELLE (gare)	37.
LANGON	18.
LISBONNE	16.
MARSEILLE	17.
MERS EL KEBIR	14.
MINISTERE DE L'ARMEMENT	5, 6.
MORVAN	26bis, 34.
MOULINS	17.
NATIONALISATIONS	75.
NEVERS	17.
NEW-YORK	11, 12, 13.
PARIS (Libération)	49 à 57.
PEARL HARBOUR	26.
PELAW MAIN (mine)	75.
PITTSBURGH	13, 15.
RADIOS	20, 23, 28, 31.
REMALARD	32.
ROTTERDAM	24, 25.

St GEORGES de DIDONNE	4, 9, 10, 11, 13, 18.
ST HONORE les Bains	24.
St CHAMOND (usine)	17, 32, 36, 69, 74, 75.
St QUENTIN	34.
SCHAFFHOUSE (usine)	8, 9.
SDECE	75.
SGW	20.
SITRAM	20.
SOLOGNE (ferme)	26ter, 27, 46, 76.
SOULIER de SATIN	34.
STO	27, 28, 30, 67, 74.
SUEDE	2.
SUIPPES	2.
TOULOUSE (usine)	6.
UGINE (usine)	9.
VICHY	17, 18, 21, 24, 25.
WEST POINT (arsenal)	13, 15.

TABLE DES CHAPITRES

Année 1938	page 2.
Année 1939	page 4.
Année 1940	page 8.
Année 1941	page 23.
Année 1942	page 26bis.
Année 1943	page 30.
1er semestre 1944	page 36.
Juillet - août 1944	page 43.
Septembre - décembre 1944	page 61.
Année 1945	page 73.

Index des noms de personnes	page 78.
Index des noms de lieux et d'établissements	page 84.